



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

URSS

C'EST UN ETAT DU MONDE CAPITALISTE QUI S'ECROULE

■ C'est un véritable séisme qui est en train d'ébranler le monde : les unes après les autres, les différentes républiques qui constituaient l'URSS proclament leur indépendance, le parti stalinien, unique et tout-puissant qui, depuis près de soixante ans, imposait sa terreur aux quatre coins de ce gigantesque Etat est maintenant mis hors-la-loi...

Moins de deux ans après la chute du mur de Berlin, l'histoire vient à nouveau de s'accélérer à une vitesse vertigineuse. En quelques jours, c'est tout l'empire soviétique qui a volé en éclats. C'est toute la carte géopolitique de l'Europe qui est en train d'être chamboulée. C'est tout le système de relations internationales qui subit aujourd'hui un nouveau choc et qui risque d'être plongé dans des bouleversements et un chaos sans précédent.

Quant aux populations de cette région du monde capitaliste, en proie aujourd'hui à l'euphorie de la "déstalinisation" du régime, vont-elles voir les portes de l'avenir s'ouvrir sur une ère nouvelle, une ère où, comme le prétend la bourgeoisie occidentale, et ses médias, la "liberté", la "démocratie", les "réformes" politiques et économiques, vont enfin permettre à ces centaines de millions d'êtres humains d'en finir avec la terreur, les massacres, l'oppression et la misère ? Certainement pas ! Car les conditions mêmes dans lesquelles s'est déroulé le putsch raté de la bourgeoisie néo-stalinienne mettent en évidence l'avenir effroyable qui attend la population dans toutes les républiques de l'ancien empire soviétique.

LE PUTSCH DU 19 AOUT : UNE REACTION DESEPEREE...

Le coup d'Etat avorté du 19 août en URSS était une réaction désespérée de la bourgeoisie stalinienne face à la dynamique de dislocation de l'URSS ouverte par la perestroïka de Gorbatchev et dont l'effondrement du bloc de l'Est a constitué une conséquence majeure (1). Cette réaction de la part des fractions conservatrices, toute la bourgeoisie savait qu'elle devait se manifester à un moment ou à un autre. Déjà, en décembre dernier, Chevardnadze n'avait-il pas accompagné sa démission d'une mise en garde contre les

risques d'un coup d'Etat lorsqu'il dénonçait la politique conciliatrice de Gorbatchev avec les conservateurs.

En effet, comme nous l'affirmions déjà dès octobre 1989, "la politique centriste (ainsi que la définit Eltsine) de Gorbatchev est en réalité un exercice de corde raide, d'équilibre instable entre deux tendances dont la confrontation est inévitable : celle qui veut aller jusqu'au bout du mouvement de 'libéralisation' parce que les demi-mesures ne peuvent rien résoudre, ni sur le plan économique, ni sur le plan politique, et celle qui s'oppose à ce mouvement dans la crainte qu'il ne provoque la chute de la forme actuelle de la bourgeoisie et même l'effondrement de la puissance impérialiste de la Russie." (Voir nos "Thèses sur la crise économique et politique dans les pays de l'Est", dans la "Revue Internationale" n° 60.)

Pour ce qui concerne l'effondrement de la puissance impérialiste de la Russie, c'est aujourd'hui une donnée de fait et il peut paraître surprenant que la fraction conservatrice de la bourgeoisie russe n'ait pas tenté son coup plus tôt afin d'essayer de maintenir sous son emprise l'ancien empire du glaci soviétique et de contrecarrer les forces centrifuges poussant vers la dislocation de l'URSS. En réalité, cette réaction tardive ne fait que traduire l'impuissance et la faillite d'une bourgeoisie néo-stalinienne totalement incapable de proposer, face à l'aggravation de la crise mondiale, une quelconque réponse au marasme économique qui résultait en bonne partie de l'échec total de son mode de gestion du capital national. C'est bien cet échec que se proposait de surmonter la perestroïka même si elle s'est révélée, en fin de compte, un facteur d'accélération de l'effondrement du régime.

Par ailleurs, l'impuissance de la fraction conservatrice a été renforcée par le soutien à Gorbatchev de la bourgeoisie occidentale. Cette dernière l'a promu au rang d'interlocuteur privilégié en lui accordant quelques subsides dans la mesure où elle voyait dans sa politique de louvoiement entre les conservateurs et les réformateurs, le moyen de retarder l'affrontement brutal entre ces deux fractions bourgeoises et de garantir un minimum de stabilité. Mais un tel affrontement était, à terme, inévitable.

En effet, du fait de la structure même du régime stalinien, où la classe dominante se confond totalement avec le parti-Etat, "un changement de régime en URSS signifierait dans ce pays la disparition de la bourgeoisie sous sa forme actuelle en même temps que celle du parti. Et si un parti politique peut se suicider, prononcer son autodissolution, une classe dominante et privilégiée, elle, ne se suicide pas." ("Thèses sur la crise économique et politique dans les pays de l'Est", déjà citées.) Face à l'accélération du processus de dislocation de l'URSS et d'effondrement du régime, le coup d'Etat n'était donc rien d'autre qu'un ultime réflexe de survie de la fraction stalinienne. Et ce qui l'a fait sortir de sa résistance passive, ce n'est pas tant la relative vacance du pouvoir avec les congés de Gorbatchev, mais la perspective de la perte totale de contrôle de l'appareil sur l'URSS qu'annonçaient, entre autres, deux événements majeurs :

1) l'échéance de la date de signature du traité de l'Union, allouant, par un acte juridique, une plus grande autonomie

(SUITE PAGE 3)

SOMMAIRE

EFFONDREMENT DE L'URSS

- Eltsine et Cie : des chiens sanglants comme les autres... p. 2
- PCF : l'agonie d'un bourreau du prolétariat... p. 2
- Les trotskistes : dernier bastion du stalinisme... p. 2

LE CHAOS EN YOUGOSLAVIE

- Le capitalisme n'a pas d'alternative au chaos... p. 4
- Un nouvel appel des trotskistes au massacre... p. 4

CRISE ECONOMIQUE

- Le capitalisme à l'Ouest s'enfonce dans la récession... p. 5
- PS : encore un tour de vis contre les ouvriers... p. 5
- BCCI : la bourgeoisie, une classe de malfrats... p. 5

9e CONGRES DU CCI

- Décomposition et responsabilités des révolutionnaires... p. 6
- Appel du CCI au milieu politique prolétarien... p. 7

STALINISME = COMMUNISME : UN IGNOBLE MENSONGE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ "Le K-O final du communisme", "Ils ont enterré le communisme", "Le communisme est mort !", ces deux dernières semaines, tous les journaux bourgeois rivalisent de formules chocs pour rapporter et "commenter" la situation en URSS. Depuis une quinzaine de jours, pas un seul journal télévisé n'a été diffusé sans que soient montrées, étalées, les images de statues de Lénine ou de Marx déboulonnées ici ou là. Chaque jour connaît son lot de déclarations triomphales des Mitterrand, Kouchner, Lang et autres Chirac sur la "victoire définitive de la démocratie".

CE N'EST PAS LE COMMUNISME QUI S'EFFONDRE, C'EST UN PAN DU MONDE CAPITALISTE

Et les faits semblent donner raison à tous ces menteurs patentés. L'URSS, après son empire, n'est-elle pas en train de se disloquer sous nos yeux ? Le puissant parti communiste de ce pays, aujourd'hui quasiment interdit, n'est-il pas en voie de disparaître ? Quant aux grandes figures du communisme, ne sont-elles pas jetées à terre et piétinées par les descendants de ceux qui ont fait la révolution d'Octobre ?

La réalité, c'est que la bourgeoisie, notamment celle des pays "démocratiques", est en train de mener une offensive idéologique de très grande envergure contre son ennemi mortel, celui qui peut mettre à bas son système barbare : la

classe ouvrière, en particulier celle des grandes concentrations capitalistes d'Occident.

En s'appuyant sur les événements qui se précipitent chaque jour, voire d'heure en heure, et qui montrent à l'évidence la désintégration de ce qui était, il y a encore quelques mois, la deuxième puissance mondiale, en plaçant ses projecteurs sur tous les faits qui prouvent sans conteste la fin pitoyable et définitive du stalinisme, la bourgeoisie, à travers toutes ses fractions et par tous les moyens dont elle dispose, vient de donner un coup d'accélérateur phénoménal à la campagne ignoble et mensongère qu'elle avait initiée à la fin de 1989, lors de l'effondrement du bloc de l'Est et de la chute du mur de Berlin. C'est la même campagne écoeurante sur la prétendue "faillite du communisme" et sur la supposée "victoire de la démocratie" qu'elle poursuit et approfondit aujourd'hui.

Elle veut nous faire avaler, tout d'abord, que le peuple soviétique est en train de se libérer de l'oppression et de la misère parce que le putsch organisé par des staliens bon teint a foiré lamentablement, parce que le "grand démocrate libéral" Eltsine a triomphé. Si la classe ouvrière a raison de se réjouir de la chute de crapules sanguinaires, elle n'a, par contre, aucune illusion à se faire sur ceux qui se présentent aujourd'hui comme ses "sauveurs". Tous ces ex-staliens au-

jourd'hui défrôqués sont des représentants de la classe dominante, tous sont des défenseurs acharnés du système capitaliste. Ce sont tous des ennemis de la classe ouvrière. Et c'est la pire contre-révolution qui les a engendrés. C'est cela que les "démocrates" et autres gauchistes en Occident cherchent à nous faire oublier. Car le système qui a prévalu dans cette partie du monde pendant soixante ans, qui a exterminé les derniers combattants d'Octobre 1917 et écrasé plusieurs générations de prolétaires n'était qu'une forme particulièrement barbare de capitalisme d'Etat. Toute la bourgeoisie sait pertinemment que ce régime de terreur, issu de l'échec de la vague révolutionnaire mondiale des années 1917-1923, n'a rien à voir avec le communisme dont il a usurpé le nom, les mots d'ordre et les symboles pour mystifier et écraser la classe ouvrière. Si la classe dominante se démène tant actuellement pour nous laver le cerveau, c'est pour chercher à masquer (ce qu'elle aura de plus en plus de mal à faire) une réalité plus profonde et plus terrible pour elle. C'est un pan énorme de son système qui s'écroule aujourd'hui avec l'explosion de l'URSS (voir article ci-dessus).

Et si tous les politiciens, journalistes, démocrates et autres menteurs patentés pavoisent aujourd'hui et dansent autour du cadavre du stalinisme, ils ont de plus en plus de mal à ca-

(SUITE PAGE 2)

STALINISME = COMMUNISME : UN MENSONGE IGNOBLE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

(SUITE DE LA PAGE 1)

cher leur inquiétude, voire leur panique, devant la décomposition de l'Etat soviétique, devant le chaos effarant qu'elle engendre d'ores et déjà, comme en témoigne leur obsédante interrogation : qui va pouvoir contrôler le gigantesque arsenal, notamment nucléaire, disséminé à travers tout ce territoire en voie de dislocation ? D'où des questions angoissées comme celle de ce responsable socialiste, à peine revenu de Moscou, qui déclarait : *"Si, demain, les républiques périphériques ou même la Russie décident de faire sécession, qui pourra envoyer les chars ?"* Voilà la sinistre réalité du "triomphe de la démocratie sur le communisme". Voilà l'avenir "radieux" auquel la bourgeoisie "démocratie" voudrait nous faire croire. Voilà les "justes causes" derrière lesquelles elle cherche aujourd'hui à nous embrigader.

UNE GIGANTESQUE CAMPAGNE D'ATTAQUE CONTRE LA CONSCIENCE OUVRIERE

Mais la situation actuelle, malgré l'inquiétude profonde qu'elle engendre au sein de la bourgeoisie, est surtout l'occasion, pour elle, d'attaquer en profondeur la classe ouvrière. Et elle le fait en continuant d'assimiler ignominieusement le communisme au stalinisme, c'est-à-dire au pire instrument de la contre-révolution qui, depuis soixante ans, a pesé sur la classe ouvrière. Pour cela, tous les idéologues de la démocratie bourgeoise sont capables des plus honteuses calomnies et des plus scandaleuses falsifications de l'histoire. Et pour ce faire, ils reprennent aujourd'hui à leur propre compte le vieil adage de Goebbels, responsable de la propagande du régime nazi : *"Un mensonge énorme porte avec lui une force qui éloigne le doute."*

Ainsi, c'est en s'appuyant sur les manifestations de haine légitime des populations d'URSS à l'égard du régime stalinien que tous nos idéologues patentés, de gauche comme de droite, se délectent à nous étaler sans cesse sous les yeux les images montrant les statues de Lénine et de Marx déboulonnées ou barbouillées. C'est en continuant à perpétuer le plus ignoble mensonge de l'histoire consistant à identifier le stalinisme au communisme (et dont les populations d'URSS ont été victimes pendant des décennies) qu'ils vomissent encore tout leur fiel sur les grandes figures du mouvement ouvrier, rendues responsables de tous les malheurs passés, présents et à venir. Ainsi, Marx ne se serait pas seulement contenté d'engendrer "une gigantesque utopie". Il était, en fait, "une incarnation de Satan". Quant à Lénine, il n'était pas seulement, selon toutes ces crapules, un politicien de la pire espèce, malhonnête et magouilleur. Il a été surtout et quasi exclusivement le fossoyeur de la "révolution démocratique de février 1917" et, bien sûr, le "fondateur de la Tchéka et du goulag".

Mais aujourd'hui, tous ces écrivains et autres commentateurs fourbes et minables de la bourgeoisie ne se satisfont pas de ces tombereaux de mensonges aussi grossiers que répugnants. C'est à l'histoire et à la pensée révolutionnaire de la classe ouvrière qu'ils s'attaquent encore. Ainsi, l'extraordinaire mouvement qui a soulevé des masses d'ouvriers en octobre 1917 et mis à bas le capitalisme en

Russie serait, selon l'immonde J.-F. Kahn, "illégitime", résultant d'un vulgaire "putsch terroriste réussi". Quant au parti bolchevik derrière lequel toutes ces masses se sont mobilisées consciemment, il n'était selon A. Adler, "spécialiste du communisme" au journal "Libération", qu'un parti minoritaire qui a usurpé son appellation de "majoritaire". Et ce parti n'était, en plus, qu'un ramassis, soit de "fils de famille", comme Lénine, soit de représentants de la petite bourgeoisie juive, comme Trotski, Zinoviev, Kamenev ou Radek, soit au mieux "des cadres issus des combattants de la guerre civile", comme... Staline. Ainsi, pour cet abject porte-parole de l'idéologie bourgeoise, tous étaient issus des classes exploiteuses sauf... Staline, qui était le seul vrai représentant du prolétariat. La crapulerie de tous ces serviteurs zélés du capital n'a rien à envier à celle de leurs prédécesseurs qui, au début des années 20, déchaînaient leur hystérie antibolchevik pour justifier le blocus économique du capitalisme mondial contre la Russie des soviets visant à affamer, isoler et étouffer la révolution prolétarienne.

C'est la plus importante, la plus riche et la plus inestimable expérience révolutionnaire du prolétariat que ces défenseurs du capital cherchent à éradiquer de la tête des ouvriers.

Et tous ces fumiers, en se servant de l'effondrement de l'URSS, de conclure avec J.-F. Kahn : *"C'est le communisme en tant que système alternatif qui est mort."* Ainsi, la classe ouvrière n'aurait plus de passé et surtout plus de perspectives propres. Ce qui constitue son être révolutionnaire, sa force historique, sa capacité à proposer une issue à la barbarie du capitalisme, elle devrait s'en débarrasser. Comme, en plus, on lui répète que *"la démocratie libérale est devenue un système quasiment universel"*, il ne lui resterait plus qu'à se soumettre à ce *"verdict de l'histoire"* et à accepter son sort définitivement en courbant l'échine.

Toute la haine déchaînée de la bourgeoisie "démocratique" à l'égard du communisme ne révèle, en réalité, qu'une chose : la hantise que lui inspire, aujourd'hui plus que jamais, le spectre de la révolution prolétarienne, car celle-ci constitue la seule réponse à l'effondrement irréversible de son système.

Contre cette campagne falsificatrice et ignoble qui ne vise qu'à l'affaiblir et à le soumettre aux intérêts de ses exploités, le prolétariat n'a qu'une seule attitude à adopter : se maintenir résolument sur son propre terrain de classe, celui de la lutte implacable contre la misère et l'exploitation qu'il subit quotidiennement. Et pour cela, il doit fermer ses oreilles à toutes les sirènes "démocratiques" qui cherchent à brouiller sa conscience. Il doit se souvenir que c'est avec la complicité, le soutien et la bénédiction de toutes les bourgeoisies de l'Occident "démocratique" que Staline est parvenu à imposer, sur les ruines de la révolution d'Octobre 1917, son régime de terreur et d'oppression de la classe ouvrière (1).

JE

(1) Voir l'article "Quand les démocraties soutenaient Staline...", dans "RI" n° 185, décembre 1989.

PCF: L'AGONIE D'UN BOURREAU DU PROLETARIAT

■ A la suite du PCUS, le PCF va-t-il se désintégrer à son tour ?

Telle est l'une des grandes questions qui agitent aujourd'hui la bourgeoisie française. En son sein, nombreux sont ceux qui s'en inquiètent et que cette éventualité angoisse. Que la bourgeoisie nationale de l'extrême droite à l'extrême gauche se préoccupe autant du sort d'une de ses fractions les plus "méritantes", les plus actives et les plus efficaces dans ses entreprises anti-ouvrières, il n'y a là rien d'étonnant. L'ensemble de la bourgeoisie n'ignore pas que le parti stalinien demeure une des seules forces - avec sa courroie de transmission, la CGT - susceptible d'accomplir sa mission essentielle : encadrer le prolétariat, saboter et dévoyer les combats des ouvriers hors de leur terrain de classe, surtout à travers le rôle qu'il assume à l'heure actuelle, dans l'opposition.

C'est pourquoi la bourgeoisie est prête à soutenir par tous les moyens n'importe quelle initiative "réformatrice" ou "refondatrice" lancée par un quelconque Fiterman ou Le Pors pour tenter de "sauver la mise" du PCF face à un appareil totalement sclérosé.

Le prolétariat, lui, n'a rien à faire de toute cette agitation. Il ne doit jamais oublier ce que furent les innombrables états de service du PCF contre la classe ouvrière. Nous ne pouvons ici qu'en rappeler certains parmi les plus éloquentes :

- quand, en 1935, le PCF dénonçait comme "provocateurs" et "agents à la solde des fascistes" les ouvriers des arsenaux de Brest et de Toulon en grève contre les décrets rabaisant les salaires, mis en oeuvre par un gouvernement qui annonçait le Front Populaire (et qu'en 1984, le ministre des Transports, Fiterman, remettait au goût du jour contre les ouvriers de la SNCF en grève à la gare Saint-Lazare) ;

- quand le secrétaire général du PCF, Thorez, "enseignait" aux ouvriers en 1936 qu'il "fallait savoir arrêter une grève" pour défendre l'économie nationale ;

- quand, en 1944, "L'Humanité" poussait les ouvriers à s'entre-tuer dans la boucherie interimpérialiste mondiale avec la plus répugnante propagande chauvine : *"A chacun son boche"* ou *"Plus fort les coups sur le boche chancelant"*, envoyant ainsi des dizaines de milliers d'ouvriers au massacre, au nom de la défense aussi bien de la "patrie française" baptisée "Résistance" que de la "patrie du socialisme" ;

- quand, dans le gouvernement d'"union nationale" à la fin de la guerre, en 1945, il cautionnait le bombardement des populations civiles à Sétif et Constantine pour mater leur révolte ;

- quand Thorez appelait les ouvriers à "retrouver leurs manches" en 1946-1947 pour la "reconstruction de la patrie et de l'économie nationale" ;

- quand le PCF soutenait tous les massacres d'ouvriers perpétrés par son "grand frère soviétique" en Allemagne de

l'Est en 1953, en Hongrie et Pologne en 1956, quand il cautionnait en 1968 l'entrée des chars russes en Tchécoslovaquie et approuvait encore l'invasion de l'Afghanistan en 1979 ;

- quand, dans les années 70 et 80 (et encore aujourd'hui), le PCF ne cessait de brailler "produisons français, travaillons au pays" dans son rôle jamais démenti de contremaître et de garde-chiourme au service du capital national ;

- quand ces pseudo-champions de l'"internationalisme prolétarien" envoyaient en 1979 - ce qu'un Le Pen n'a jamais osé - un bulldozer détruire à Vitry-sur-Seine un foyer d'immigrés maliens ;

- quand, aux côtés du PS au gouvernement, ils imposaient les licenciements massifs à Talbot, Citroën, Renault, et votaient tous les crédits des expéditions militaires de l'impérialisme français, du Tchad au Liban.

Sans compter leur abjecte politique constante et quotidienne menée depuis des décennies, sur fond d'intimidation et de racket, pour saboter et dévoyer toutes les luttes ouvrières.

Qu'ils crèvent donc, ces charognards, ces zélés larbins des oeuvres les plus ignobles de la bourgeoisie ! La classe ouvrière ne les pleurera pas et ne s'en plaindra pas.

YD

Les trotskistes, dernier

■ Dans un article sur "le PCF face à la crise soviétique" ("Lutte Ouvrière" n° 1209 du 30/8/1991), l'organe trotskiste LO ne fait que reprendre à sa façon la thèse développée par "l'Humanité" ces derniers jours : *"Pas d'amalgame : le PCF, ce n'est pas du tout la même chose que le PCUS"*, c'est même "le jour et la nuit".

A la sauce trotskiste, l'argumentation devient : "[Le PCF] n'est pas un appareil d'Etat constitué d'appareils assurant leurs carrières. En dehors de quelques notables (sic! NDLR) ..., le PCF est surtout formé de militants d'entreprises, de quartiers dont le dévouement a jusque là fait la force". Après avoir raconté pendant de longues années que l'URSS était un "Etat ouvrier dégénéré" pour persuader les ouvriers qu'ils avaient des "acquis ouvriers à défendre en URSS", voilà une nouvelle "cause" avancée par les trotskistes : la défense du PCF, parti dégénéré certes, mais ouvrier avant tout ... simplement parce qu'il serait composé avant tout par des ouvriers.

A ce compte-là, tout Etat, majoritairement habité par des ouvriers, serait un "Etat ouvrier" ? Où LO veut-elle en venir en étalant de telles calembredaines ?

A ceci : *"Même s'ils ne sont que quelques dizaines de milliers ou quelques milliers", ces valeureux militants du PC, "il est indispensable qu'ils ne renoncent pas à être un pôle pour les "exclus" et les "victimes" du capitalisme arrogant. La classe ouvrière a besoin d'eux pour organiser les luttes, pour transmettre*

ELTSINE ET Cie Des chiens sanglants comme les autres

■ Les médias de la bourgeoisie frissonnent d'aise : l'échec du putsch serait *"l'occasion d'un grand bond en avant démocratique"*, à en croire Serge July dans "Libération", cet ex-maoïste reconverti en fidèle valet de plume du pouvoir "socialiste" en France. La meilleure preuve de ce "bond en avant" serait la mise à l'écart du vieux parti stalinien, et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération d'hommes autour de ce nouveau "croisé de la démocratie" qu'est Boris Eltsine, tous sincèrement épris de progrès et de liberté. Ne l'ont-ils pas prouvé en défendant, au péril de leur vie, la "jeune mais vigoureuse démocratie russe" ?

Cependant, quel que soit l'acharnement de la bourgeoisie et de ses médias à nous seriner, comme dans la chanson, "ils ont les mains blanches", il y a un sérieux hic. Car toute la clique d'Eltsine n'est pas plus nouvelle qu'elle n'a les mains propres... On peut facilement en juger en regardant, au-delà du barbouillage démocratique dont ils se recouvrent aujourd'hui, le pedigree de tous ces "hommes nouveaux".

Ce modèle démocratique que serait Eltsine a été membre du comité central du parti stalinien pendant plus de vingt ans. Il a construit toute sa carrière au sein du fameux lobby militaro-industriel, lequel a de toute évidence joué un rôle central dans le putsch avorté. Il doit le début de son ascension à Kirilenko, bras droit du très démocrate Brejnev. Fidèle à son chef de clan, il suit celui-ci lorsque ce dernier fait allégeance à Andropov, ce même Andropov qui doit au KGB, dont il fut le chef, toute sa puissance et son accession au trône de Brejnev. Nommé en même temps que Gorbatchev au bureau politique, il ne s'oppose à lui que lorsque celui-ci l'évince de son poste de véritable pro-consul du parti à Moscou. Sentant que le navire prend l'eau, ce zélé et cynique apparatchik quitte le PC en juillet 1990. Ce bref rappel de la carrière de ce produit classique du moule stalinien nous montre que cet "homme nouveau" est fait strictement de la même pâte que les Gorbatchev, ou même les Ryjkov ou les Pavlov.

Autre "grand démocrate" : Chevarnadzé le Géorgien, qui plaît tant à la bourgeoisie occidentale, celui que James Baker appelle son ami. Le défenseur des "barricades de la démocratie", qui poussera même le zèle de son intransigeance démocratique jusqu'à soupçonner ouvertement Gorbatchev d'avoir trempé dans le putsch, a bâti toute sa carrière à l'ombre du KGB. Et s'il vous plaît, pas à n'importe quelle place, mais à celle de général trois étoiles de cette officine du crime organisé. Dans sa récente biographie, il reproche même à Khrouchtchev ses attaques contre Staline, attaques selon lui motivées par un "racisme anti-géorgien" !!! Il fit partie du sinistre clan dirigé par Aliev, chef implacable de la mafia géorgienne. Appuyé par ce dernier, il prend la tête du PC géorgien et y fait le ménage en torturant et en tuant tous les membres de la clique adverse. Après avoir adulé Brejnev et même la momie gâteuse Tchernenko, il sert avec zèle le nouveau tsar Gorbatchev, avant de mordre la main de celui qui l'a propulsé au sommet lorsqu'il sent que le vent tourne et que les jours de ce dernier sont comptés. Et c'est cet abject rejeton du stalinisme, aux moeurs de véritable gangster, qui pérorait aujourd'hui sous l'oeil bienveillant des caméras occidentales sur la vertu sacrée des droits de l'homme ; c'est vrai que Bush et Mitterrand s'y connaissent en ce domaine : ils l'ont largement montré en Irak !

On pourrait poursuivre la liste : de Popov, maire réformateur de Moscou, à Yakovlev, tous ont fait leurs armes au parti stalinien, tous ont servi avec zèle les chefs de clan qui leur ont permis de grimper dans la hiérarchie de l'appareil. Tous ont largement contribué au règne des fayots, des flics et des mouchards qui constituent le lot quotidien de toute la vie de l'appareil stalinien.

Mais, nous dira la bourgeoisie occidentale, "ces hommes ont peut-être commis des erreurs, mais ils se sont depuis repentis, et de toute façon ils incarnent face à l'archaïsme stalinien et à l'odieuse barbarie dont ce régime était porteur, les seules forces de progrès en URSS". Foutaises que tout cela, mensonge encore plus gros que le précédent !

Outre que les oripeaux dont se parent ces prétendus "hommes de progrès" sont plutôt ceux, largement écoulés, du vieil ordre tsariste (1), le seul "progrès" que promet l'avènement de tous ces "grands démocrates" à la classe ouvrière, c'est l'assurance d'une misère encore plus effroyable, d'un chaos encore plus débridé et le développement de massacres sanglants.

RN (26/8/1991)

(1) Citons, comme expression particulièrement "progressiste" de cette décomposition du capitalisme en URSS, le retour sur le devant de la scène des popes, la restauration de l'ordre de St-Georges, distinction féodale dont on décore désormais les "martyrs de la démocratie", la restauration de Leningrad au vieux nom, tsariste par excellence, de Saint-Petersbourg... A quand le retour des cosaques défendant la "Sainte mère Russie" ?

bastion du stalinisme

aux générations plus jeunes leur expérience militante débarrassée des déformations stalinienne.

Qu'il est beau ce coup de baguette magique pour "débarrasser" les staliniens militants de leurs *"déformations stalinienne"*. Il n'est pas étonnant que tout soit si simple pour ces bons trotskistes, ayant suivi le même itinéraire, bien que plus tardivement, qu'un PC devenu fraction bourgeoise et nationaliste dès la fin des années 20, et aujourd'hui formés dans le même moule stalinien que lui.

Il est tout à fait normal que les organisations trotskistes considèrent que toute l'énergie et en même temps que *"toute l'expérience"* des militants staliniens ne doit pas être gaspillée. Quoi de plus normal qu'ils ouvrent grands les bras pour "accueillir" les transfuges détroqués du PC en leur proposant une nouvelle "terre d'asile" alors que tout au long de ces dernières décennies, ils se sont constamment battus à leurs côtés et qu'ils n'ont cessé de travailler main dans la main pour mieux saboter et dévoyer les luttes ouvrières.

En s'illustrant aujourd'hui sur le terrain du racolage et du racket auxquels se livrent en permanence les différents gangs capitalistes concurrents avec leurs moeurs de charognards, les organisations trotskistes démontrent une fois encore au prolétariat dans quel camp les ouvriers doivent les placer : celui de l'ennemi de classe.

CB

C'EST UN ETAT DU MONDE CAPITALISTE QUI S'ECROULE

(SUITE DE LA PAGE 1)

aux républiques vis-à-vis du pouvoir central, ce qui ne pouvait que précipiter leurs velléités d'indépendance, et donc la dislocation de l'URSS en tant qu'Etat ;

2) la consolidation, ces derniers mois, de l'alliance de Gorbatchev avec Eltsine, c'est-à-dire avec la clique rivale de celle dominant le gouvernement nommé l'hiver dernier et dont sont issus les instigateurs du coup d'Etat. Ce nouveau revirement de Gorbatchev en faveur des "réformateurs", de même que les rumeurs de sa démission du PC, signifiait la fin de la mainmise du Parti à la tête de l'Etat. La perspective de la perte de contrôle des leviers de commande du PC sur l'URSS, avec le renforcement des "réformateurs" et d'Eltsine sur la république de Russie, ne pouvait se traduire, à terme, que par l'effondrement de l'URSS et la perte définitive de tout pouvoir du PCUS, et donc l'éviction de la fraction stalinienne au pouvoir depuis des décennies. Face à cette situation, il ne restait plus à cette dernière, pour essayer de sauvegarder son pouvoir et ses privilèges, d'autre recours qu'une tentative désespérée de reprise en main brutale par le seul moyen qu'elle connaisse : la répression ouverte.

L'échec du putsch du 19 août, la rapidité avec laquelle se sont précipités les événements, où, en moins d'une semaine, le PCUS a complètement perdu les rênes du pouvoir et s'est retrouvé hors-la-loi, l'amateurisme révélé par feu le "Comité d'Etat pour l'état d'urgence", ne peuvent que soulever beaucoup de questions. Comment comprendre, en effet, une telle débâcle de la part d'une bourgeoisie qui, il y a encore deux ans, se trouvait à la tête de la deuxième puissance mondiale ? Comment est-il possible qu'une machine de répression et de terreur parmi les plus sanguinaires n'ait même pas été capable d'un coup d'Etat à la portée des dictatures bananières les plus arriérées du Tiers-Monde ?

La déroute pitoyable des conservateurs, le manque de détermination et les maladresses accumulées des putschistes trouvent essentiellement leur origine dans la décomposition accélérée de tous les piliers de l'Etat stalinien depuis des mois. L'armée, la police, le KGB, le PCUS, les apparatchiks du complexe militaro-industriel, ont vu leur cohésion laminée par l'ensemble des convulsions qui ont ébranlé le régime depuis l'effondrement du bloc de l'Est. Paralisée et divisée par les clivages entre "réformateurs" et "conservateurs", par les conflits entre les nationalités, la fraction conservatrice n'a pu résister aux conflits de tendances en son propre sein. Ainsi, si le putsch s'est soldé au bout de trois jours par un lamentable fiasco, c'est essentiellement parce que les ordres n'ont pas été exécutés. Les mouvements de fraternisation entre l'armée et la population de Moscou, les actes de désertion et d'insoumission, n'ont fait que révéler les divisions au sein de la hiérarchie militaire. Et ce n'est pas seulement l'armée qui a refusé de se soumettre aux directives des putschistes. Ce sont aussi les troupes spéciales du KGB qui se sont démobilisées en refusant d'assumer le bain de sang. Un tel dénouement révèle non seulement l'incapacité d'une quelconque reprise en main par les conservateurs, mais surtout le degré extrême de décomposition de tout l'appareil d'Etat hérité du stalinisme.

Il y a deux ans, la disparition du mur de Berlin et la perte par l'URSS de son empire résultaient du début de l'effondrement de cette puissance et de son régime. Aujourd'hui, l'onde de choc provoquée par la dislocation de cet empire revient frapper le centre en parachevant cet effondrement, ce qui rendra d'autant plus brutales les convulsions qui vont maintenant se déclencher dans cette partie du monde.

...QUI SIGNE LA FIN DE LA PERESTROIKA ET DE L'ETAT STALINIE

L'échec du putsch des conservateurs, en sanctionnant la victoire d'Eltsine et de la clique des "réformateurs", signe l'arrêt de mort de la perestroika. Cette politique "centriste" qui essayait de concilier la mise en place de réformes politiques et économiques nécessitées par l'aggravation de la crise et le maintien du rôle dominant du PCUS a atteint ses limites. Avec le putsch et son échec, Gorbatchev a perdu une grande part de ses pouvoirs et s'est retrouvé dans la situation de faire-valoir d'Eltsine.

Avec la fin de l'ère Gorbatchev, dont la politique avait pour but de garantir un minimum de cohésion de l'Etat soviétique, ce n'est certainement pas l'accalmie et la stabilité qui se profilent à l'horizon. Bien au contraire, la déstalinisation du régime ouvre maintenant une période d'instabilité où les convulsions et le chaos généralisé qui accompagnent l'effondrement de l'Etat vont se déclencher avec une brutalité sans précédent, comme en témoigne déjà la rapidité avec laquelle se sont précipités les événements au lendemain de l'échec du coup d'Etat.

Avec la sécession des pays baltes ainsi que la déclaration d'indépendance de la Géorgie, de la Moldavie, de la Biélorussie, de l'Azerbaïdjan et surtout de l'Ukraine, la dynamique d'explosion de l'URSS est devenue un fait accompli. Cette dynamique centrifuge ne peut que se précipiter à toute vitesse dans les semaines et les mois à venir. Dans les républiques qui sont restées les plus liées à la Russie (notamment celles d'Asie centrale), les tendances indépendantistes ne peuvent à leur tour que s'accélérer. Une telle perspective annonce à terme un démantèlement irrémédiable de l'URSS. C'est d'ailleurs pour tenter de faire face à cette menace que les "réformateurs" eux-mêmes ont remis en selle Gorbatchev dans la mesure où, comme président de l'URSS, il représente le dernier symbole de l'"Union" moribonde.

Ainsi, l'Etat soviétique lui-même ne peut survivre à l'onde de choc provoquée par l'effondrement du bloc de l'Est. Et ce n'est pas seulement sur le plan de son extension géographique que se traduit l'effondrement du régime, mais également dans ses structures mêmes. Tous les piliers de l'Etat stalinien, notamment les forces de répression (l'Armée rouge, la police, le KGB) ne peuvent se maintenir sous leur forme actuelle. Et il en est de même de toutes les institutions étatiques qui ont constitué pendant plus de soixante-dix ans la charpente et l'épine dorsale du régime. D'ores et déjà, non seulement le PCUS a définitivement perdu son rôle de direction politique de l'Etat, mais il est ainsi maintenant mis au ban des accusés. La purge qui est en train de s'opérer en son

sein est la plus massive qui ait jamais eu lieu et risque de prendre la forme d'une véritable chasse aux sorcières où les pogroms et autres règlements de comptes vont se déchaîner dans tous les sens. Une telle situation signifie que c'est toute l'ancienne clique bourgeoise dominante, ayant hérité son pouvoir de la contre-révolution stalinienne, qui est train d'être liquidée, même si la nouvelle fraction dominante est, pour une bonne part, constituée de transfuges de l'autre.

Les conséquences de ce bouleversement de tout le tissu social, loin d'ouvrir les portes d'un "avenir radieux", ne peuvent au contraire qu'accélérer encore plus la débâcle et le chaos dans cette partie du monde.

VERS LE DECHAINEMENT DU CHAOS ET DE LA BARBARIE

Sur le plan économique, la défaite des conservateurs laisse le champ libre aux "réformateurs" pour appliquer jusqu'au bout la politique de "libéralisation" de l'économie qu'ils prônent depuis des années. Cependant, dans le contexte actuel d'effondrement de l'économie mondiale, et compte tenu du degré extrême de délabrement et d'anarchie de tout l'appareil productif, toute tentative de remettre en état l'infrastructure économique relève de l'utopie. Et cela d'autant plus que le manque de cadres compétents, la résistance et les tentatives de sabotage de l'ancien appareil d'encadrement, de même que le manque d'expérience des règles libérales de la loi du marché au sein de la bourgeoisie et de ses gestionnaires, ne peuvent qu'entraver la mise en place de ces "réformes". Celles-ci ne peuvent de toute façon qu'accroître encore plus l'anarchie. La partie la plus "moderne" de l'appareil productif, le complexe militaro-industriel, a perdu en grande partie son utilité et n'est ni privatisable, ni réformable. Quant à sa reconversion dans la production de biens de consommation et d'équipement, même si c'était encore possible, elle se heurterait à la pénurie chronique des capitaux indispensables à une telle restructuration. Par ailleurs, dans la mesure où les républiques qui constituent l'URSS sont étroitement interdépendantes sur le plan économique, l'effondrement de cet Etat ne peut qu'aggraver encore la pagaille dans l'approvisionnement, la distribution et le fonctionnement de tout l'appareil productif.

Dans une telle situation, l'"aide occidentale" ne peut, de toute évidence, que constituer une petite aumône qui ne résoudra rien. Et cette aumône elle-même est déjà de plus en plus remise en cause par la récession qui frappe de plein fouet les pays occidentaux, les obligeant à réviser à la baisse leur politique d'assistance économique à l'URSS. En particulier, il est clair que, avec l'effondrement de l'économie mondiale, aucun plan Marshall ne peut être mis en place aujourd'hui pour sortir l'URSS de la catastrophe.

Sur le plan politique, le chaos, là aussi, ne peut que s'aggraver en faisant exploser les rivalités entre les différentes cliques de la bourgeoisie. En effet, l'unité de façade entre "réformateurs" et nationalistes de tous bords face aux conservateurs a perdu son ciment et sa raison d'être avec la défaite de ces derniers. Non seulement les rivalités impérialistes qui déchirent les différentes républiques (telles l'Arménie et l'Azerbaïdjan) risquent de s'exacerber et se multiplier, mais au sein de chaque république, la vacance du pouvoir ne peut que laisser libre cours au déchaînement des conflits entre toutes les cliques bourgeoises qui se partagent la direction de chaque nationalité. De plus, au sein de ces républiques existent, comme en Lettonie, de très fortes minorités russes hostiles à l'indépendance. Celles-ci risquent de se retrouver dans la même situation que celle des pieds noirs d'Algérie lors de la décolonisation française et seront un facteur d'instabilité qui peut aboutir à des affrontements sanglants entre les différentes nationalités.

Enfin, même si le PCUS a définitivement été déchu de son rôle de parti dirigeant, il n'en reste pas moins que ses membres sont présents à tous les niveaux de l'appareil étatique et économique. Ne pouvant accepter la perte inévitable de ses privilèges, cette clique aux abois, même si elle ne peut renverser le cours de l'histoire, est encore capable de réactions désespérées qui risquent de provoquer des bains de sang. Et ce risque est d'autant plus grand que la nouvelle génération de dirigeants (tous issus et formés dans les rouages du PCUS) qui doit assurer aujourd'hui la relève est totalement inexpérimentée. Des décennies d'anéantissement de toute opposition au Parti ont interdit la formation de cadres capables de s'adapter du jour au lendemain à de tels bouleversements, de même qu'elles ont entravé tout mouvement vers la constitution de nouveaux partis politiques structurés autour d'une orientation claire. C'est pour cela que les "réformateurs" ne peuvent sceller leur unité autour d'un parti et d'un programme cohérents. Les oppositions d'intérêts ne peuvent, là aussi, que se déclencher au sein de la nouvelle fraction dirigeante.

Ainsi, la prétendue démocratisation d'un régime, qui fut, pendant plus de soixante ans, le fer de lance de la plus profonde contre-révolution de l'histoire, n'ouvre aujourd'hui qu'une seule perspective : celle d'un enfoncement de toute cette partie du monde dans les convulsions de la décomposition, où à la catastrophe économique inéluctable va venir s'ajouter un déchirement de tout le tissu social. En plus de la misère effroyable et des famines qui vont frapper la population, ce sont des massacres, des guerres civiles, des pogroms, des émeutes et des répressions qui se profilent à l'horizon. En ce sens, même si la victoire des réformateurs lors du putsch du 19 août n'a pas été remportée au prix du sang, la "libération" de l'URSS du stalinisme n'est en rien comparable à ces "révolutions de velours" qui se sont déroulées dans ses ex-pays satellites. Au contraire, c'est plus une situation à la Yougoslave, à l'échelle d'un gigantesque territoire de 300 millions d'habitants, à laquelle nous allons assister dans la période à venir. Une telle perspective révèle l'ampleur du désastre qui attend la population de cette région du monde avec toutes les répercussions que cette situation ne manquera pas d'entraîner sur l'ensemble de la planète.

Au sein même de l'ancien empire soviétique, l'hystérie nationaliste que provoque d'ores et déjà le processus de dislocation de l'URSS ne peut qu'attiser les tensions impérialistes

entre les différentes républiques, comme on le voit dès à présent avec les visées de la Russie sur la partie la plus riche de l'Ukraine. Et ces tensions menacent de dégénérer en véritables conflits guerriers dont les conséquences risquent d'être catastrophiques du fait, en particulier, de la dissémination du potentiel nucléaire de l'URSS sur tout le territoire. Et c'est bien cette perspective d'un chaos sanglant contenu dans la situation présente que redoute maintenant toute la bourgeoisie mondiale. C'est bien ce risque d'un dérapage incontrôlé que le couple Gorbatchev-Eltsine, avec les encouragements des pays occidentaux et notamment des Etats-Unis, s'efforce aujourd'hui de contrer dans une ultime tentative commune de maintenir un minimum de cohésion de l'Union.

Par ailleurs, les convulsions qui vont se déclencher dans les républiques de l'ancien empire soviétique ne peuvent qu'aggraver le chaos à l'échelle mondiale, en accélérant le processus de décomposition, de pourrissement sur pied, de tout le système capitaliste dont l'effondrement du régime stalinien et du bloc de l'Est n'est qu'une manifestation. Ainsi, ce ne sont pas seulement les frontières intérieures de l'ancien empire soviétique qui vont être remises en question par l'exacerbation des nationalismes. Ce sont aussi tous les contours de l'URSS qui vont constituer des foyers de tensions guerrières, de l'Extrême-Orient à l'Europe du Nord. En particulier, les velléités d'indépendance des républiques musulmanes de l'URSS vont être un facteur supplémentaire de déstabilisation de tout le Moyen-Orient et venir accroître encore le chaos dans cette région du monde.

Quant à l'Europe occidentale, elle ne sera pas épargnée par le séisme. Cette partie du monde sera confrontée, non seulement à l'instabilité engendrée par le flot d'immigrés qui, pour tenter d'échapper à la misère et à la barbarie, vont se précipiter à ses portes, mais aussi, à terme, à la menace de balkanisation de ses frontières orientales.

Voilà la seule perspective que porte avec elle la prétendue "victoire de la démocratie sur le communisme" : celle d'une dislocation sanglante de toute la société capitaliste.

LES RESPONSABILITES DU PROLETARIAT MONDIAL FACE A LA GRAVITE DE LA SITUATION PRESENTE

C'est dans cette situation de chaos généralisé que la classe ouvrière en URSS, plus encore que dans tous les autres pays de l'Est, va devoir résister à la misère, aux famines et à l'exploitation accrue qui vont inévitablement accompagner les mesures de "libéralisation" de l'économie. Cependant, les mobilisations ouvrières qui vont surgir inévitablement sont d'ores et déjà minées par le contexte social et politique présent. Car le prolétariat en URSS, du fait de son manque d'expérience et de ses énormes illusions démocratiques et nationalistes, aura les plus grandes difficultés à se maintenir sur son propre terrain de classe au milieu de toute cette confusion. Incontestablement, la victoire d'Eltsine et des réformateurs, le soulagement provoqué par la fin du cauchemar de soixante-dix ans de stalinisme, les illusions sur l'avènement de la liberté et de la "démocratie", ne peuvent qu'empoisonner la conscience de la classe ouvrière en URSS. Ainsi, les mystifications démocratiques et nationalistes qui pèsent sur les ouvriers de cette région du monde portent aujourd'hui avec elles le risque très important d'un dévoilement de leurs combats de classe derrière telle ou telle clique bourgeoise. Et ce risque qu'encourt le prolétariat, ce n'est pas seulement celui d'un sabotage de ses luttes. C'est aussi celui de se laisser diviser, embrigader, massacrer, dans des affrontements sanglants entre les différentes fractions nationalistes ou démocratiques.

Les conditions dans lesquelles l'ex-empire soviétique se libère du joug de la terreur stalinienne peuvent se transformer en une véritable tragédie pour la classe ouvrière de cette partie du monde, car, encore moins que par le passé, celle-ci n'a aujourd'hui les moyens, par elle-même, d'affirmer son unité et sa solidarité de classe.

Cette situation extrêmement périlleuse dans laquelle se trouve enlisé le prolétariat des républiques qui sortent du stalinisme constitue plus que jamais un appel aux ouvriers des grandes concentrations industrielles d'Europe occidentale. Parce qu'ils constituent les bataillons les plus expérimentés du prolétariat mondial, parce qu'eux seuls, en développant leurs luttes, ont la capacité de dévoiler le vrai visage de l'Etat démocratique, de mettre en évidence le mensonge de l'eldorado du capitalisme "libéral", de révéler au grand jour la faillite de toute l'économie mondiale, les prolétaires d'Europe occidentale sont les seuls en mesure d'ouvrir un avenir à leurs frères de classe des pays de l'Est. Seule la marche en avant de la classe ouvrière vers le renversement du capitalisme dans les pays centraux peut permettre aux prolétaires des pays de l'Est de comprendre que s'ils rejettent aujourd'hui avec tant de haine le régime stalinien, c'est parce que celui-ci n'était rien d'autre qu'une falsification ignoble du communisme.

Mais pour être à la hauteur de cette responsabilité, la classe ouvrière des pays les plus industrialisés doit, en premier lieu, refuser d'adhérer aux campagnes hystériques et mensongères sur la "mort du communisme". Car celles-ci ne visent qu'un seul but : détourner les prolétaires de leur propre perspective révolutionnaire, la seule qui soit capable de sauver l'humanité du gouffre sans fond dans lequel la précipite la décomposition du système capitaliste.

Avril (29/8/91).

(1) Nous ne pouvons dans le cadre de cet article reprendre l'ensemble de nos analyses concernant l'effondrement du bloc de l'Est et du stalinisme ainsi que l'entrée du capitalisme dans la dernière phase de sa décadence : celle de la décomposition. Pour une meilleure compréhension des événements actuels en URSS, le lecteur pourra consulter un grand nombre de numéros de "RI" depuis l'été 1989 ainsi que les numéros 57, 60, 61, 62, 64, 65 et 66 de la "Revue Internationale".

LE CAPITALISME N'A PAS D'ALTERNATIVE AU CHAOS

■ Les Balkans, qui, dans l'histoire, ont à de nombreuses reprises été marqués violemment par l'instabilité des frontières et le déchaînement des tensions nationalistes et interethniques, sont une fois de plus ensanglantés par la guerre civile qui fait rage en Yougoslavie (cf. le supplément à "RI" n° 203, "Guerre civile en Yougoslavie"). Des milices nationalistes, formations paramilitaires, recrutées par les différentes fractions adverses de la bourgeoisie parmi les franges de la population les plus soumises à l'hystérie nationaliste, s'affrontent. Les combats prennent également pour cible la population civile qui, désarmée, en est la principale victime. La classe ouvrière est inévitablement entraînée dans le tourbillon tragique de la guerre civile et se trouve dans l'impossibilité de résister, en tant que classe, au déchaînement de la barbarie. Certaines de ses fractions, parmi les plus arriérées, vont même jusqu'à s'enrôler dans l'armée du capital serbe, croate, slovène, ...

Ce qui se passe actuellement dans les Balkans n'est pas la simple répétition du passé, une éruption de plus de la fièvre nationaliste, mais c'est un phénomène chronique, qui est typique de la phase actuelle de décomposition dans laquelle est entré le capitalisme et qui ne prendra fin qu'avec le renversement de celui-ci par la classe ouvrière ou bien avec l'anéantissement de l'humanité.

La tendance à l'éclatement de la Yougoslavie, qui ne faisait que s'accroître depuis la mort de Tito en 1980, s'est trouvée considérablement accélérée par la dynamique de chaos au niveau mondial née de l'effondrement des régimes stalinien et de la dislocation du bloc de l'Est. De ce fait, la nouvelle accélération du chaos mondial impulsée par la dislocation définitive de l'URSS ne pouvait qu'attiser encore davantage la guerre civile.

LE DECHAINEMENT DE LA GUERRE CIVILE AU CONTACT DES PUISSANCES OCCIDENTALES

Le 25 juin dernier, les parlements de Croatie et de Slovénie proclament l'indépendance. Au mois de juillet, des affrontements importants en Slovénie se soldent par une défaite de l'armée fédérale, devenue l'instrument de la Serbie pour tenter de maintenir sous sa tutelle l'unité de la Yougoslavie. Le gouvernement fédéral est contraint d'entériner cette situation en décidant le retrait de l'armée de Slovénie. Cette décision est présentée par la diplomatie européenne et les différentes parties concernées en Yougoslavie comme une mesure devant participer à calmer la situation dans ce pays. Or elle ne fera que préparer le déplacement de la guerre civile, à une échelle plus importante encore, vers les autres républiques, en premier lieu en Croatie.

Les premières escarmouches en Croatie se transforment rapidement en affrontements quotidiens. Ceux-ci mettent aux prises les milices croates et celles des enclaves serbes en Croatie (Slavonie par exemple), armées par la Serbie et appuyées par l'armée régulière yougoslave.

Trois jours seulement après l'échec du putsch qui allait précipiter l'éclatement de l'URSS, profitant de l'affaiblissement qui en résulte nécessairement pour le régime stalinien en Serbie, encouragée par la vague de proclamations d'indépendance de la part des républiques soviétiques, la Croatie passe à un niveau supérieur de la confrontation. Son premier ministre, Franjo Greguric, déclare le 23 août : "La Croatie ne peut plus affronter l'agression" (et doit) "changer de stratégie. (...) Il n'y a plus qu'une solution, une défense active, nous devons nous y préparer, préparer la population et préparer également les étrangers." Le ministre croate de la Défense va plus loin encore : "La guerre nous attend, qui sera peut-être longue", déclare-t-il. Il indique qu'une partie de l'industrie de la république a déjà été reconvertie en industrie militaire et fabrique des mines, des grenades, des lance-roquettes et "autres armements" ("Le Monde" du 25/8/91).

Quant à la Serbie, elle met de plus en plus de moyens dans la confrontation. Le jour même de ces déclarations croates, ses Mig violent l'espace aérien hongrois et tirent des missiles sur la Croatie. Dans chaque camp, des ordres de mobilisation sont lancés concernant la population de certaines régions âgées entre dix-huit et cinquante ou soixante ans.

A cette date, les combats en Croatie avaient déjà fait, semble-t-il, plusieurs centaines de victimes, et provoqué l'émigration de 10 000 Croates vers la Hongrie. Depuis lors, les attaques aériennes et les combats à l'arme lourde sont quotidiens, pour la conquête d'un village, d'un pâté de maisons.

C'est donc la guerre civile qui se déchaîne au contact direct des pays les plus industrialisés d'Europe occidentale, sans que personne ne sache jusqu'où cela va aller. Bien entendu, les relations commerciales et économiques entre la Yougoslavie et ses partenaires occidentaux vont être encore plus gravement affectées. La question de savoir qui va payer la dette yougoslave est un problème qui préoccupe les bourgeoisies occidentales. Mais elle s'efface devant une autre bien plus préoccupante pour elles : comment empêcher que des milliers de migrants, chassés par la guerre, ne déferlent en Italie, en Autriche, en Allemagne, en France, pays qui se trouvent en première ligne du chaos et de la décomposition qui se développent dans le sud-est de l'Europe.

LES APPETITS IMPERIALISTES AGGRAVENT LE CHAOS "LOCAL"

En Yougoslavie, comme dans le reste du monde, toutes les tentatives des puissances occidentales pour essayer de limiter le chaos sont vouées à l'échec, et constituent même à terme un facteur aggravant de celui-ci. De plus, les tentatives en ce sens qui ont eu lieu en direction de la Yougoslavie, inspirées par la crainte commune des conséquences du développement de la guerre civile, se sont trouvées dès le départ amoindries par les dissensions au sein des pays occidentaux, car la crise yougoslave met en jeu des intérêts impérialistes antagoniques. Les Etats-Unis sont contre le démembrement de la Yougoslavie car ils sont hostiles à toute remise en cause du statu quo mondial, si elle n'émane pas d'eux. Il en est ainsi parce qu'en tant que première puissance mondiale, la défense de l'ordre mondial contre toute accélération du chaos se confond avec la défense de leurs propres intérêts impérialistes. C'est cela qui explique leur prise de position initiale, exprimée par James Baker en visite officielle à Belgrade le 21 juin, indiquant que les Etats-Unis ne toléreraient pas l'éclatement de la Yougoslavie et qu'ils ne reconnaîtraient pas la Slovénie en tant qu'Etat indépendant. Si, par la suite, ils ont changé leur fusil d'épaule, c'est pour ne pas se couper de toute possibilité d'influer sur une situation qui évoluait de fait vers la séparation de la Slovénie et de la Croatie.

Quant à l'Allemagne, si elle vient très loin derrière les Etats-Unis concernant la capacité d'infléchir le cours des choses, sa proximité géographique des Balkans et l'influence que, dans l'histoire, elle y a traditionnellement exercée la mettent cependant en position de pouvoir y jouer de nouveau un rôle. Elle a énormément à redouter de l'irruption brutale et incontrôlée du chaos à ses frontières. Mais dans le même temps elle est poussée à jouer sa propre carte impérialiste, qui consiste, en l'occurrence, à tenter d'étendre sa zone d'influence à la Slovénie et à la Croatie, en direction de la Méditerranée. Ainsi, bien qu'au début de la crise, elle se soit gardée de jeter ouvertement de l'huile sur le feu, elle participait néanmoins déjà à son aggravation en encourageant en sous-main, via l'Autriche, les velléités d'indépendance de la Slovénie. Et au fur et à mesure de l'évolution du conflit, elle s'est en plus déterminée ouvertement en faveur de la Slovénie et de la Croatie. Au début du mois d'août, elle annonce qu'elle restaurerait ses garanties de crédit au profit de la Croatie et de la Slovénie pour montrer "qu'elle se place aux côtés de ceux en Yougoslavie qui favorisent une solution sans recours à la force". (Déclaration du ministre allemand des Finances, Theo Waigel, citée par "Libération" du 10/8/91.) Berlin maintenait en revanche, pour la Serbie, la suspension des crédits décidés pour toute la Yougoslavie. Quant au ministre des Affaires étrangères, Genscher, il déclare au même moment que l'Allemagne, devant l'attitude d'obstination et de sabotage systématique de la Serbie, serait prête à reconnaître immédiatement l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie si les affrontements continuaient.

L'Europe, écartelée et ballottée (la France en particulier) entre les Etats-Unis et l'Allemagne, et dont les médias cherchent en vain le moindre signe de force de sa diplomatie, a de nouveau fait la preuve de son impuissance.

Non seulement le chaos actuel ne peut être réduit, ni même contenu, mais c'est encore un véritable cataclysme que va déclencher la dislocation de l'URSS, où, à une échelle bien plus importante, les rivalités et tueries "locales" vont être attisées par les appétits impérialistes d'autres puissances.

M. 28/8/91

QUELQUES LIBRAIRIES

OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine
BREST : Maison de la Presse, 64, rue Jean-Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvère", 3, rue de l'Ente
 . Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
 . Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré
LAVAL : Point presse, Centre Cial La Mayenne
 . Maison de la Presse, place de La Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales
LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune
 . Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
 . "La Proue", 15 rue Childebert (2^e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1^{er})
 . "Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1^{er})
 . Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte (15^e)
 . Maison de la Presse, rue Lamartine (Martignes)
 . Maison de la Presse, quai de Stalingrad (La Ciotat)
MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République

MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur
 . "Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest
 . "Lanoë", 2, rue de Verdun
 . "Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
 . "Parallèles", 47, rue St-Honoré (1^{er})
 . "FNAC", Forum des Halles (1^{er})
 . "L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (5^e)
 . "La Boulangerie", 67, rue de Bagnex (Montrouge)
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, bd Mal-Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
 . "FNAC", 1 bis, place Occitane
 . "Les Arcades", place du Capitole
TOURS : "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

Une fois de plus, les trotskistes envoient les ouvriers au massacre

■ Encore une fois, les trotskistes n'hésitent pas à appeler les prolétaires à aller s'entre-tuer dans les guerres locales qui éclatent avec une violence sans cesse redoublée sur toute la planète. Après leur soutien ouvert à l'Irak de Saddam Hussein - en faveur duquel ils criaient : "Troupes occidentales hors du Golfe!", les trotskistes essaient une fois de plus de juguler la prise de conscience des ouvriers et les convient avec véhémence à s'entremassacrer au nom du "droit des peuples"... à s'entre-tuer et à l'"autodétermination"... de leur propre bourgeoisie. Ainsi, la Ligue Communiste Révolutionnaire met en avant le "droit à l'indépendance des républiques yougoslaves, qui doit être inconditionnellement défendu". ("Rouge" du 4/07.) Et la palme revient à Lutte Ouvrière (LO), qui, tout en dénonçant les nationalistes serbes, croates, albanais, invoque un nationalisme ouvrier différent de celui de la bourgeoisie : "Le séparatisme des masses populaires slovènes, croates, etc, écrit-elle dans une parution de la mi-juillet de son journal, reflète leurs ressentiments légitimes contre cet état de choses (l'Etat central oppressif). Une organisation révolutionnaire prolétarienne devrait distinguer le séparatisme des couches privilégiées et celui des masses populaires des nations qui se sentent opprimées par le pouvoir central yougoslave. (...) Précisément pour séparer les ouvriers et les paysans qui se sentent nationalement opprimés d'avec leur bourgeoisie qui prétend les représenter, elle devrait prendre, sans réserve, fait et cause pour le droit de chaque entité nationale à disposer d'elle-même, jusqu'à et y compris la séparation politique complète."

Ce langage signifie ceci : ouvriers de telle ou telle région, allez éventrer femmes et enfants de la contrée voisine au nom de vos "ressentiments légitimes", de votre "séparatisme de masses populaires". Voilà le langage hideux des sergents recruteurs de la bourgeoisie, qui, pour mieux entraîner les ouvriers derrière le drapeau de la guerre impérialiste, leur inventent une "entité nationale". C'est le même langage dont ces groupes gauchistes ont usé pendant des décennies pour soutenir les sous-fifres de l'impérialisme stalinien dans le monde, Hô Chi Minh, Castro et tutti quanti. C'est ce même langage antiprolétarien que ces valets de l'impérialisme ont employé il y a un an, au début de la guerre du Golfe. Et pour contribuer encore mieux au déboussolement de la classe ouvrière, ils retournaient leur veste sans vergogne : après avoir soutenu l'autodétermination... du régime de Saddam Hussein, ils en sont venus à montrer du doigt les alliés du camp occidental, "fautifs" de ne pas avoir vraiment liquidé le dictateur de Bagdad d'autant plus que celui-ci massacrait les populations kurdes ! "Rouge" du 18/07 demandait à l'Etat américain de présenter ses excuses aux Kurdes, et "Lutte Ouvrière" du 19/07 leur reprochait d'être restés l'arme au pied; ils achevaient ainsi leur manœuvre en portant le questionnement des ouvriers sur la guerre dans l'impasse de la fausse problématique bourgeoise.

Les trotskistes choisissent toujours un camp impérialiste. Hier, c'était l'Irak ("Victoire pour l'Irak", cf. "Lutte de Classe", revue théorique de LO), ensuite, le criminel camp démocratique occidental ("Les soldats de l'ordre international sont restés l'arme au pied pendant que se perpétrait le massacre [des Kurdes]", "Lutte Ouvrière" du 19/07), aujourd'hui, ils échafaudent la pire combinaison imaginable d'un nationalisme "pour ouvriers" en Yougoslavie après avoir pendant des décennies soutenu avec zèle les Etats staliens présentés comme des modèles d'Etat "ouvrier". Les trotskistes ne font ainsi qu'attiser de prétendus "ressentiments légitimes" qui ne servent rien d'autre que la guerre effrénée des diverses cliques d'une bourgeoisie en pleine putréfaction.

Les trotskistes ne sont que les chiens sanglants du capital, les ennemis jurés de la classe ouvrière : loin des balles, ils poussent les ouvriers à servir de chair à canon dans les bourbiers nationalistes régionaux.

PH

LISEZ

Courant Communiste International

Revue Internationale / 66

3^e trimestre 1991

15 // 75 lb

Editorial

LE CHAOS

Crise économique

LA RELANCE... DE LA CHUTE DE L'ECONOMIE MONDIALE

Situation internationale

L'URSS EN MIETTES

Souvenons-nous

LES MASSACRES ET LES CRIMES DES « GRANDES DEMOCRATIES »

Bilan de 70 années de luttes de « libération nationale »

I. LA VAGUE REVOLUTIONNAIRE MONDIALE AFFAIBLIE PAR LE SOUTIEN AUX MOUVEMENTS DE « LIBERATION NATIONALE »

MARC

De la 2^e guerre mondiale à la période actuelle



L'ECONOMIE CAPITALISTE A L'OUEST S'ENFONCE DANS LA RECESSION

■ Au sommet de Londres des sept pays les plus riches, à la mi-juillet, les "conjoncturistes" de l'économie bourgeoise proclamaient une "vigoureuse reprise internationale", se "félicitant" que la récession fût à présent "derrière nous", alors que l'OCDE avait déclaré tout le contraire quinze jours auparavant en prévoyant une "croissance" de - 0,2% pour cette année. Mais la bourgeoisie n'est pas à un mensonge près quand il s'agit de faire prendre les vessies pour des lanternes ; en effet, tous les indicateurs sont au rouge, et ce ne sont pas ses mensonges et ses trucages qui vont ralentir l'aggravation de la tempête économique. Dans le numéro 203 de "RI", nous avons déjà fait apparaître les signes indiscutables de cette plongée dans la récession pour ce qui concerne le capital américain et ses conséquences sur les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Les éléments que nous mettions en avant se sont gravement renforcés et développés depuis, aux Etats-Unis comme dans l'ensemble des pays d'Europe et ailleurs.

Ainsi, aux Etats-Unis, malgré la propagande autour de la hausse de 0,7% de la production en mai et juin (contre une baisse beaucoup plus significative de 2,7% pour les trois premiers mois de l'année), les chiffres parlent : le déficit commercial, véritable gangrène de l'économie américaine, s'est encore aggravé de 17,4% au premier trimestre, l'inflation, prévue à 3,9%, est de 4,2%, le PNB a déjà chuté de 0,1%. Parallèlement à cela, la crise financière s'exacerbe au plus haut point : après les banques, les caisses d'épargne, c'est au tour des gigantesques compagnies d'assurance d'être à présent soutenues à bout de bras par l'Etat sous peine de sombrer dans la faillite express, subissant elles aussi de plein fouet le contre-coup de la frénésie spéculative et de la politique de crédit à outrance des années 80. Dans le secteur bancaire, la Drexel, banque "vedette" new-yorkaise, licencierait du jour au lendemain 5700 salariés fin 1990 (et les 4200 restants en moins d'un an); la fragilité des plus grandes banques américaines est telle que l'Etat les incite à fusionner : en moins d'un mois, six parmi les plus importantes (dont la deuxième et la cinquième nationales) ont réuni leurs capitaux pour faire face au manque de liquidités. La bourgeoisie américaine a même planifié une dizaine de ces super fusions dans les années à venir pour reculer autant qu'elle le peut la menace d'effondrement de tout le système financier.

Dans le marasme économique qui se développe, les secteurs vitaux, centraux, le coeur de la production industrielle, sont atteints violemment :

- la production automobile a chuté de 20% les trois premiers mois de l'année et General Motors, par exemple, va licencier les 2600 ouvriers de sa dernière usine de Caroline de Sud;

- Digital Equipment (deuxième entreprise informatique mondiale), Unisys (première américaine), vont licencier à elles deux, avant fin 1991, près de 20 000 salariés; IBM, dont les profits ont chuté de 92%, effectue 17 000 licenciements cette année. Texas Instruments, Apple, licencient 5000 ouvriers dès à présent.

Aussi, la bourgeoisie américaine peut bien se vanter d'une hausse du taux d'utilisation de la capacité productive industrielle "jamais vue depuis vingt ans", il ne s'agit que d'un tripatouillage des chiffres (sur la base d'une diminution fantastique de l'ensemble de la capacité productive réelle) destiné à faire croire à une illusoire vague d'embauche pour les ouvriers aux Etats-Unis. En réalité, le chômage va s'aggraver à grande vitesse, ainsi que le nombre des 8,1 millions de chô-

meurs américains.

En Europe, la CEE a révisé à la baisse des prévisions déjà peu somptueuses, et, face à la guerre commerciale qui s'aiguise avec la récession, on voit l'essentiel de la production industrielle se réduire à vue d'oeil : le secteur automobile chute de 10%, les secteurs de pointe comme l'informatique sont incapables de résister à l'exacerbation de la concurrence internationale. Le chômage touche "officiellement" 8,7% de la population active, c'est-à-dire 14,5 millions d'ouvriers sans travail, sans compter les millions de radiés des listes, de "stagiaires", et d'ouvriers sans ressources, clochardisés et réduits à la mendicité, et dont le nombre va augmenter, selon les prévisions de la bourgeoisie elle-même.

Mais c'est en Allemagne, anciennement "locomotive de l'Europe", que la gravité de la récession en cours et de ce qui va peser sur les ouvriers prend toute sa signification, contrairement au mensonge "la reprise est en vue". Avec une inflation de déjà 4,5%, la bourgeoisie a réduit son pronostic de croissance de presque la moitié (de 4,8% à 2,6%). A présent, les grands discours sur les perspectives mirifiques de l'unification sont loin : dans les nouveaux Länder de l'Est, l'activité économique a chuté de 20%, comme en 1990, et le chômage touche 25% de la population active avec 2,5 millions de chômeurs. Et même si celui-ci n'est encore officiellement "que" de 0,1% à l'Ouest, la récession et l'aggravation de la concurrence internationale auxquelles va devoir faire face la bourgeoisie allemande, avec les difficultés supplémentaires que la situation de l'ex-RDA impose, vont amener la bourgeoisie allemande à accélérer ses mesures anti-ouvrières, et à attaquer d'autant plus brutalement les ouvriers à l'ouest; à l'image des attaques contre ceux de l'Est, dont les salaires déjà faibles ne sont même plus indexés sur l'Ouest, en plus du chômage et de la misère qui les frappent massivement.

Ainsi, le gouvernement s'est empressé de relever début juillet, entre autres hausses, le prix de l'essence de 30% et a créé une "contribution de solidarité" (air connu) représentant une hausse de 7,5% de l'impôt sur le revenu !

Ces mesures ne sont qu'un début et vont prendre toute leur force, en Allemagne comme dans le reste de l'Europe, avec l'accélération d'une récession dont la bourgeoisie essaie de masquer la profondeur. Elle a beau nous promettre une reprise "plus vive que prévue", comme le prétend sans honte un "expert" de l'INSEE, les ouvriers n'ont à attendre de ces mensonges que toujours plus de misère.

La réalité, c'est que le coeur du capitalisme est à présent au centre des convulsions économiques qui répandent leurs effets dévastateurs dans le monde ; aujourd'hui, l'Europe est en ligne de mire, une Europe où vont se précipiter des millions d'affamés, comme vers la Terre promise ; des populations fuyant la guerre et la pire misère et que les bourgeoisies européennes chercheront à utiliser comme exemple pour faire accepter aux ouvriers d'ici toujours plus de sacrifices, en mettant en avant la toute relative "aisance" dont ils bénéficient encore aujourd'hui. Il ne faut pas se laisser prendre à cette dangereuse propagande, parce que, même s'il est vrai que les conditions de vie de la classe ouvrière en Europe ne sont pas aussi désastreuses que celles que connaissent les ouvriers à l'Est ou dans les pays de la périphérie, celles qui se préparent d'ores et déjà contiennent une paupérisation sans précédent de tout le prolétariat. Et notre bonne bourgeoisie démocratique montrera encore mieux sa face hideuse.

PPR

Le "nouvel élan" du gouvernement Cresson : ENCORE UN TOUR DE VIS CONTRE LES OUVRIERS

■ Le "nouvel élan" du gouvernement Cresson, dont on nous a tant rebattu les oreilles avant les départs en congé, se révèle être en réalité une attaque féroce contre le niveau de vie de tous les ouvriers. C'est tous azimuts que la condition ouvrière se dégrade.

En premier lieu, la situation actuelle se caractérise par une véritable explosion du chômage, dont sont victimes, en première ligne, les ouvriers de l'automobile. Les récentes déclarations alarmistes du patron de PSA, Calvet, suite à l'accord passé entre la CEE et le Japon, traduisent bien l'état critique dans lequel se trouvent les constructeurs français. Les immatriculations de voitures neuves sont en chute libre, pour preuve la mévente de la XM chez Citroën, qui s'est automatiquement traduite par l'annonce de plus de 1800 licenciements dans l'usine de Rennes. Ainsi est-il clair que toute la campagne répugnante orchestrée autour des immigrés a pour objet de faire payer en priorité à ces derniers les frais de la récession dans un secteur industriel où, justement, ils sont nombreux. Les mesures dont ils constituent aujourd'hui la cible privilégiée (voir article page 8) ont pour but de diviser préventivement la classe ouvrière. Car la faus des licenciements fait des coupes toujours plus larges et douloureuses parmi les rangs de la classe ouvrière. Annonce de milliers de licenciements chez Bull, chez Michelin, dont des centaines pour la seule ville de Clermont-Ferrand, 1500 chez VEV Textile, 344 aux mines de Carmaux. 610 suppressions de postes dans la sidérurgie, tandis qu'à Thomson, après 400 dégraissages, 1500 autres sont déjà programmés. Faillite de Goupil...

En fait, aujourd'hui en France, il y a 1500 chômeurs supplémentaires chaque jour, la barre des 10 % de demandeurs d'emploi de la population active va donc allègrement être franchie.

La bourgeoisie, qui s'acharne pourtant à trafiquer les chiffres du chômage, reconnaît elle-même qu'il y a depuis un an 200 000 chômeurs de plus en France. C'est pourquoi, au moment où le fléau du chômage redevient la préoccupation première de tous les ouvriers, ces canailles qui nous gouvernent osent nous dire qu'en fait, il faudrait retirer 720 000 personnes des statistiques de l'ANPE si l'on veut satisfaire

aux critères définis par le Bureau International du Travail. Critères selon lesquels... un travailleur intérimaire ayant travaillé une heure dans le mois ou une femme enceinte inscrite à l'ANPE ne sont pas considérés comme chômeurs. Le but de la manoeuvre est clair : dégonfler artificiellement les chiffres du chômage et, plus encore, préparer une gigantesque attaque contre les chômeurs en diminuant radicalement, et le montant d'allocations pourtant déjà bien maigres, et le nombre de ceux qui en bénéficient encore. Le journal "Liaisons sociales", destiné en priorité aux entreprises, vend clairement la mèche lorsqu'il révèle, le 17 juillet 1991, que "le ministère du travail devrait annoncer en septembre une série de mesures préconisées par le rapport du BIT. Il s'agirait de faire la chasse aux fraudeurs qui, tout en étant inscrits à l'ANPE, ne cherchent pas de travail ou refusent celui qui leur est proposé."

Le "nouvel élan social" du gouvernement Cresson tient en deux propositions : enlever à des centaines de milliers d'ouvriers au chômage toute allocation et favoriser les petits boulots "de proximité" : garde des enfants, des vieillards, jardinage, couture à domicile..., c'est-à-dire généraliser le travail à mi ou même à quart temps, rémunéré 1500 à 2000 F par mois.

L'ampleur de même que la férocité de l'attaque en cours et plus encore à venir sont au surplus soulignées par les déclarations de Bérégovoy sur le fait que les emplois peu qualifiés sont encore trop rémunérés. En fait, à travers cela, c'est le SMIC qui est visé.

Mais ce système en faillite ne se limite pas à l'attaque de l'emploi et des salaires ouvriers. C'est la possibilité de se soigner qui, chaque jour davantage, est remise en cause. De 1980 à 1988, sur la base d'un médicament de 106 F, la moyenne de remboursement a baissé de 66 à 57 F et celle-ci va encore sérieusement diminuer. Dans le même registre, on augmente le forfait hospitalier et on taxe de 0,8% supplémentaire les prolétaires sur leur salaire pour financer le déficit de la Sécurité sociale, alors qu'on n'augmente pas les cotisations patronales !

Oui, sans conteste, les socialistes peuvent se targuer de changer la vie, ils sont les vils gestionnaires d'un système en faillite dont la seule perspective pour la classe ouvrière est la paupérisation absolue !

GN

Scandale de la BCCI LA BOURGEOISIE : UNE CLASSE DE MALFRATS

■ Avec l'été, la rubrique financière des journaux du monde entier s'est transformée en rubrique criminelle. Le scandale de la BCCI, présenté comme le krach bancaire du siècle, avec un trou dont l'estimation varie entre 5 et 15 milliards de dollars, a apporté un éclairage brutal sur les pratiques sordides d'une banque internationale qui avait pignon sur rue sur tous les continents.

Les crimes dont est accusée la BCCI montrent une fois de plus que la réalité de la pourriture capitaliste dépasse la fiction imaginative des meilleurs polars et des meilleurs romans d'espionnage. Qu'on en juge :

- recyclage intensif de l'argent de la drogue;
- organisation à grande échelle des détournements de fonds auxquels ont recours les dirigeants corrompus du monde entier pour alimenter leurs comptes personnels;
- gestion des comptes de groupes terroristes particulièrement sanglants comme celui d'Abou Nidal;
- espionnage industriel et technologique offert comme service bancaire;
- organisation et financement du trafic d'arme à l'échelle planétaire;
- magouilles multiples avec de nombreux services secrets, notamment la CIA;
- organisation d'un réseau de tueurs chargé d'obtenir le silence des employés et de permettre le développement des activités de corruption et de racket à grande échelle.

Finalement, au vu de ces faits, la raison qui a provoqué officiellement l'arrêt des activités de la BCCI paraît presque bénigne : une comptabilité falsifiée pour masquer les pertes au moyen de crédits fictifs et de prêts bidons.

La BCCI est montrée du doigt aujourd'hui comme la brebis galeuse de la finance internationale, l'exception dans un monde bancaire respectable. Le scandale de la BCCI est l'arbre qui cache la forêt des pratiques généralisées au sein du capitalisme dans la recherche avide du profit. Ce que révèle au grand jour le scandale de la BCCI, ce n'est pas l'exception du fonctionnement aberrant d'une grande banque, d'une dérive maffieuse particulière, c'est en fait la règle d'un monde bancaire au coeur de tous les trafics et de toutes les spéculations, l'envers du décor capitaliste.

Il y a quelques années, en Italie la faillite du Banco Ambrosiano avait mis en lumière les liens tortueux du clan étatique occulte de la Loge P2, du Vatican, de la Mafia, des services secrets, du terrorisme noir et des Brigades rouges. C'est la même décoction nauséabonde que nous sert aujourd'hui la BCCI. Si nous nous référons simplement à ces derniers mois, on peut citer pêle-mêle : la filiale du Crédit Lyonnais en Hollande qui se retrouve impliquée dans un scandale avec le financier italien Paretti à l'odeur de soufre et dont la fortune est d'origine très douteuse, les plus grandes banques japonaises dont les directeurs ont dû démissionner pour avoir couvert des escroqueries destinées à favoriser les plus gros comptes aux dépens des petits épargnants, tandis que le chef de la police de Tokyo vient de les avertir sèchement de ne plus financer et collaborer avec les mafias locales, la grande banque américaine Salomon Brothers dont la direction a dû démissionner pour avoir trafiqué sur les bons du Trésor, des responsables du ministère des finances polonais qui sont renvoyés pour avoir détourné des fonds avec la complicité de banques locales, le fils de Bush qui passe en procès pour avoir, comme directeur d'une caisse d'épargne en faillite, procédé à des escroqueries de tiroir-caisses et falsifié des documents, etc... La liste est loin d'être exhaustive et promet encore dans les mois qui viennent de prendre de l'ampleur.

La manipulation spectaculaire du scandale que fait la bourgeoisie est une manière de cacher la réalité d'un effondrement du système financier international qui ne parvient plus à digérer la montagne de dettes impayées grâce à laquelle l'économie mondiale a été artificiellement maintenue à flot durant la dernière décennie. Un système financier qui ne parvient pas plus à éponger la spéculation effrénée dans laquelle toutes les banques se sont engouffrées durant des années et dont il faut aujourd'hui payer les pots cassés avec l'effacement des cours boursiers et la chute de l'immobilier.

Le scandale de la BCCI est donc non seulement significatif des moeurs de malfrat de la bourgeoisie, pour qui l'argent n'a jamais eu d'odeur, mais est aussi et surtout le signe avant-coureur de la catastrophe financière mondiale à venir qui révélera toujours plus la pourriture du capital.

JJ

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

L'ACCELERATION DE LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME ACCROIT LES RESPONSABILITES DES REVOLUTIONNAIRES

■ Le CCI vient de tenir son 9e Congrès international. Véritables assemblées générales de notre organisation, les congrès sont des moments privilégiés de sa vie et l'expression la plus haute de son caractère centralisé et international. Mais ce dernier congrès avait une importance particulière au regard des immenses bouleversements historiques (illustrés et déterminés par l'effondrement des régimes stalinien et la guerre du Golfe) que nous avons vécus dernièrement, qui devaient être, et ont été, au centre de nos travaux. Comme le souligne la résolution adoptée sur les activités du CCI :

"Les événements de portée historique qui ont jalonné ces deux années ont mis l'organisation à l'épreuve en lui imposant le réexamen de l'ensemble de ses analyses et de son activité à la lueur des nouvelles données de la situation internationale. (...) Le critère central pour apprécier le bilan de l'activité du CCI durant ces deux dernières années est nécessairement, vu l'importance des événements, sa capacité à avoir perçu et analysé ce qu'ils signifiaient et impliquaient."

LA CAPACITE DU CCI A COMPRENDRE LA NOUVELLE SITUATION, LA RUPTURE HISTORIQUE ET LE REcul DE LA LUTTE DE CLASSE

Le congrès a tiré un bilan positif de la capacité d'analyse et de compréhension de l'organisation face aux événements auxquels le prolétariat, et le CCI, ont été confrontés. Ce bilan positif se fonde sur les prises de position et textes d'orientation du CCI durant ces deux dernières années et dont les références sont citées au sein du résumé sommaire de notre analyse que nous faisons ici même.

Dans les conditions dramatiques et catastrophiques de la crise économique irréversible du capitalisme, la bourgeoisie est incapable d'imposer au prolétariat mondial la seule perspective qu'elle puisse offrir à l'humanité : une troisième guerre mondiale aux effets dévastateurs. Mais par ailleurs, le prolétariat n'est lui-même pas en mesure pour le moment de dégager clairement, ni même de présenter, sa propre perspective révolutionnaire de renversement de la société capitaliste. Aucune perspective historique n'ayant réussi à se dégager, la société capitaliste - dont la crise économique, elle, ne s'arrête pas - se trouve dans une impasse et pourrait tel un fruit non cueilli. C'est ce que nous analysons comme la nouvelle phase historique de décadence du capitalisme, celle de la décomposition. (Voir "La décomposition, phase ultime du capitalisme", "Revue Internationale" n° 62, mai 1990.)

Cette phase de décomposition, de blocage et d'impasse historique du système capitaliste est à l'origine de l'éclatement du bloc impérialiste de l'Est et de la mort du stalinisme ("Thèses sur la crise économique et politique dans les pays de l'Est" adoptées en octobre 1989, "Revue Internationale" n° 60). Ses effets, à leur tour, viennent accentuer et renforcer la décomposition de la société. Celle-ci est marquée par l'exacerbation de toutes les caractéristiques du capitalisme décadent, tout particulièrement la guerre, l'impérialisme, le militarisme ("Militarisme et décomposition", "Revue Internationale" n° 64, janvier 1991), le capitalisme d'Etat, et ce dans un chaos croissant ("Après l'effondrement du bloc de l'Est, décomposition et chaos", "Revue Internationale" n° 61, février 1990). C'est ce que vient notamment d'illustrer de manière ô combien sanglante la guerre du Golfe.

La disparition du bloc impérialiste de l'Est, l'agonie du capitalisme d'Etat stalinien, la guerre impérialiste du Golfe, marquent une rupture nette dans l'évolution historique. En particulier pour la lutte de classe du prolétariat mondial.

La fin des années 60 avait ouvert une période de développement lent, non linéaire mais réel des luttes ouvrières face aux attaques découlant de l'aggravation inexorable de la crise économique : 1968 et 1969 (France et Italie), Pologne 1980, luttes des années 1983-1988 en Europe occidentale. Cette force relative, cette résistance de la classe ouvrière mondiale, en empêchant les différentes bourgeoisies nationales d'embrigader l'ensemble du prolétariat dans une troisième guerre mondiale, est à l'origine du blocage historique qui a vu le phénomène de la décomposition devenir déterminant dans la vie du capitalisme. L'effondrement des régimes staliens, qui est à comprendre dans le cadre de cette décomposition, devait occasionner un profond recul dans la conscience de la classe ouvrière (article de la "Revue Internationale" n° 60, "Des difficultés accrues pour le prolétariat" rédigé en novembre 1989 et la thèse 22 des "Thèses sur la crise économique et politique dans les pays de l'Est", déjà citées). Il pesait encore sur la classe ouvrière lorsque la guerre du Golfe est venue à son tour influencer sur le rapport de forces entre les classes : "Aujourd'hui, cette prise de conscience continue à être entravée par les séquelles de l'effondrement du stalinisme et du bloc de l'Est. Le discrédit qu'a subi il y a un an et demi, sous l'effet, notamment, d'une campagne gigantesque de mensonges, l'idée même de socialisme et de révolution prolétarienne est encore loin d'avoir été surmonté. (...) De même, la crise et la guerre du Golfe, si elles ont eu le mérite de démentir les discours sur la "paix éternelle", ont aussi engendré dans un premier temps un sentiment d'impuissance et une paralysie indiscutable dans les grandes masses ouvrières des pays avancés." (Résolution sur la situation internationale adoptée à ce congrès, cf. "Revue Internationale" n° 67, à paraître.)

BILAN DE NOS ACTIVITES

Le bouleversement historique de toute la situation mondiale, les événements que nous avons vécus depuis l'effondrement du bloc de l'Est, le recul du prolétariat, ont nécessité une adaptation de notre intervention générale. De ce point de vue aussi, le congrès a tiré un bilan positif. L'ensemble de notre intervention a su prendre position de façon militante sur les principales questions posées dans la situation actuelle, en particulier à travers la mise en lumière

de la phase présente de décomposition du système, la gravité des enjeux qu'elle contient, l'explication des causes historiques et particulières de l'effondrement des régimes staliens, la dénonciation des campagnes bourgeoises, notamment celle identifiant la révolution russe à la barbarie du stalinisme, identifiant le communisme au capitalisme d'Etat stalinien, la dénonciation de la barbarie meurtrière et cynique de la bourgeoisie, de son système et de la "démocratie" durant la guerre du Golfe, etc.

Par ailleurs, avec le recul de la lutte de classe et les constances de celui-ci, "l'aspect propagande a largement pris le pas dans notre intervention, avec la presse comme instrument principale de celle-ci. (...) Les publications territoriales ont été globalement capables de répondre à l'irruption des événements majeurs, en avançant leur date de parution, par la sortie de suppléments quand nécessaire." (Résolution sur les activités.) Le CCI, comme un tout uni et centralisé, a diffusé deux tracts internationaux dans tous les pays où il pouvait intervenir, dénonçant le conflit impérialiste dans le Golfe lors de son éclatement et de sa fin.

Sur le plan de la vie organisationnelle, le CCI a su s'inscrire dans les orientations tracées par son congrès international précédent, qui soulignait la nécessité du renforcement de son unité et de sa centralisation. La mobilisation de l'organisation, de tous ses militants, et le resserrement des liens entre toutes ses parties et sections territoriales ont constitué une arme fondamentale pour que nous puissions faire face à la nouvelle situation.

Si le congrès a tiré un bilan positif de nos activités, cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas manifesté des faiblesses, à travers notamment des retards dans nos différentes presses territoriales, en particulier pour répondre à l'effondrement des régimes staliens. Ces faiblesses ont résulté fondamentalement de la difficulté réelle en notre sein à appréhender dans toute sa mesure l'ampleur de la nouvelle situation historique ouverte avec la fin de la division du monde telle qu'elle était sortie de la seconde guerre mondiale ; difficulté à remettre en cause le cadre d'analyse correspondant à la période ayant précédé la disparition du bloc de l'Est, à voir rapidement et comprendre l'éclatement de ce bloc, à saisir les répercussions négatives pour la classe ouvrière de l'effondrement du stalinisme, à reconnaître le recul de la lutte de classe qui en résultait.

FAIRE FACE A L'ACCELERATION DRAMATIQUE DE L'HISTOIRE

Le 9e Congrès a confirmé la validité pour la période à venir de l'orientation adoptée lors du congrès précédent de renforcement des liens et de la centralisation internationale de notre organisation. Mais cette orientation ne s'arrête pas au seul plan organisationnel. Face à la pression de la décomposition, face à l'accélération de l'histoire, elle nécessite l'implication et la mobilisation de l'ensemble de nos forces dans la réflexion et l'approfondissement théorique ainsi que dans l'élaboration de nos analyses : "Notre intervention va être confrontée à la fois à la nécessité d'aider la classe ouvrière à surmonter les séquelles toujours présentes du recul dans sa conscience consécutif à l'effondrement du bloc de l'Est et à celle de favoriser la décanation de cette même conscience qu'a suscitée la guerre du Golfe et que ne fera qu'approfondir la menace de plus en plus présente de la guerre. C'est pourquoi l'axe principal de l'intervention est de contribuer du mieux possible à l'approfondissement de la conscience, à travers la dénonciation générale de la bourgeoisie et de son système, à la mise en relief des enjeux dans la nouvelle situation historique en lien avec la perspective générale du combat de classe. De ce fait, la question de la guerre doit rester un axe central de notre intervention." (Résolution sur les activités.)

C'est en fait à une situation déterminée par le développement du chaos, des guerres et de la crise économique que la classe ouvrière va se trouver confrontée et c'est face à elle que va devoir se déployer notre activité : "Le chaos général qui caractérise la phase ultime de la décadence capitaliste, celle de la décomposition, ne pourra être marquée que par un déchaînement de ce qui constitue la caractéristique dominante de la période de décadence : les conflits impérialistes et le militarisme." (Résolution sur la situation internationale.)

Les guerres impérialistes qui vont éclater, même si elles ne prendront pas la forme de guerre mondiale entre deux blocs impérialistes antagoniques, du moins pour le moment, n'en seront pas moins meurtrières, provoquant des ravages considérables et, combinées aux autres effets de la décomposition : pollution, famine, épidémies, etc., elles peuvent très bien mener à la destruction de l'humanité. En effet, de plus en plus aiguës par les coups redoublés de la crise économique, les antagonismes impérialistes entre les alliés d'hier dans l'ex-bloc occidental vont venir entretenir et propager les différents feux guerriers qui s'allument à tous les horizons de la planète.

Cette perspective de multiplication de conflits impérialistes sanglants de même que le développement catastrophique du chaos mondial - tout particulièrement dans les pays d'Europe de l'Est - ne sont pas sans conséquences pour la lutte de classe. Nous l'avons dit, le prolétariat subit un recul de sa conscience et de sa combativité. Mais comme classe mondiale, il n'est pas défait et le cours historique actuel reste à des affrontements de classes décisifs. Tout particulièrement, et c'est ce qui est déterminant, les bataillons les plus concentrés et expérimentés du prolétariat mondial, ceux d'Europe de l'Ouest, ne sont pas embrigadés derrière les drapeaux de la bourgeoisie : "En réalité, si le désarroi provoqué par les événements du Golfe peut ressembler, en surface, à celui résultant de l'effondrement du bloc de l'Est, il obéit à une dynamique différente : alors que ce qui vient de l'Est (élimination des restes du stalinisme, affrontements nationalistes, immi-

gration, etc.) ne peut, et pour un bon moment encore, qu'avoir un impact essentiellement négatif sur la conscience du prolétariat, la présence de plus en plus permanente de la guerre dans la vie de la société va tendre, au contraire, à réveiller cette conscience. (...)

La mise en évidence croissante tant de la faillite irréversible du mode de production capitaliste, y compris et surtout sous sa forme "libérale", que de la nature irrémédiablement guerrière de ce système, va constituer pour les secteurs centraux du prolétariat un facteur puissant d'usure des illusions issues des événements de la fin 1989." (Idem.)

La barbarie guerrière et la multiplication des attaques économiques contre toutes ses conditions de vie vont pousser le prolétariat à reprendre le chemin de la lutte, et à prendre conscience des formidables enjeux historiques de leurs combats. C'est à cette perspective que son dernier congrès a voulu préparer le CCI.

L'APPEL AU MILIEU POLITIQUE PROLETARIEN

C'est dans cette situation historique mondiale chaque jour plus dramatique que le 9e Congrès adresse un "Appel au milieu politique prolétarien" (voir page 7). En effet, malgré les difficultés importantes que connaît ce milieu, le CCI doit participer et oeuvrer à la clarification politique et à l'unification de ce qui constitue l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Depuis sa fondation, notre organisation a toujours inscrit cette tâche au sein de ses préoccupations : "Le CCI, qui, par l'importance de sa place dans ce milieu, possède une responsabilité de premier ordre (...), doit savoir mettre à profit toute occasion pour agir dans le sens d'un dépassement de l'actuelle situation de dispersion et de sectarisme. La guerre du Golfe, qui a provoqué une claire prise de position internationaliste de la part des groupes révolutionnaires, mais de façon très dispersée, et dans une bien moindre mesure l'effondrement du bloc de l'Est, vis-à-vis duquel les groupes ont réaffirmé sa nature capitaliste mais dans un cadre d'analyse aussi insuffisant que confus, fournissent une telle occasion. (...)

Le 9e Congrès du CCI décide d'adresser aux groupes dont l'existence repose sur des bases historiques réelles, et donc à l'exclusion des groupes parasites (1), un appel mettant en avant la nécessité :

- de prendre conscience de l'importance des enjeux historiques actuels et des positions de classe que partagent ces groupes ;
- de combattre les attitudes marquées par le sectarisme de chapelle (...);
- d'agir en vue d'un développement des contacts et du débat ouvert à travers la presse (...), l'assistance aux réunions publiques et permanences des groupes du milieu, d'éventuelles interventions communes (à travers des tracts par exemple) face à des questions particulièrement importantes." (Résolution sur le milieu politique prolétarien.)

LE 9e CONGRES, UN MOMENT D'HOMOGENEISATION ET DE RENFORCEMENT DU CCI

C'est un bilan positif que nous tirons de ce congrès. Ce fut un moment d'homogénéisation et de regroupement du CCI. Devant les événements qui affectent toute la société capitaliste telle qu'elle était sortie de la seconde guerre mondiale, il s'agissait de "digérer" ce bouleversement, de vérifier nos analyses, de se regrouper derrière nos perspectives, pour affronter la période de grandes convulsions à venir.

L'histoire s'accélère et s'accélère encore. Les événements dramatiques se succèdent à une cadence chaque fois plus effrénée. L'immense majorité de la population mondiale vit dans la misère extrême, sous la menace de la famine, d'épidémies, de catastrophes et de guerres de plus en plus meurtrières.

Le prolétariat mondial subit des attaques économiques redoublées dans une ambiance croissante de décomposition et de barbarie. Même si, aujourd'hui, il subit un recul de sa conscience et aussi de sa combativité, il est la seule force capable d'en finir à jamais avec ce cloaque immonde qu'est devenu le capitalisme en putréfaction. Inévitablement, sous les coups du capital, il va devoir s'affronter implacablement, dans une lutte à mort, à la bourgeoisie mondiale. L'enjeu de cet affrontement terrible et gigantesque ? La destruction du capital, l'instauration d'une véritable société communiste mondiale et la survie de l'humanité.

CCI

(1) Tels que le Communist Bulletin Group (CBG) ou la Fraction Externe (sic) du CCI (FECCI), dont la constitution, à la suite du départ de leurs membres du CCI, ne correspondait à aucune divergence programmatique sérieuse et dont la raison essentielle d'existence est de dénigrer notre organisation.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de RI ou 5 de la "Revue Internationale", ou des numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

F.(Noisy) : 100F ; M. (Fontaine) : 80 F ;
Nantes (RP du 29 juin 91) : Bacalao:50F ; H.:450F ;
AL:200F.
TOTAL : 880 F.

APPEL DU CCI AU MILIEU POLITIQUE PROLETARIEN

■ Avec les violents massacres du golfe Persique, le capitalisme mondial a jeté son masque et a montré ce que nous réserve son "nouvel ordre mondial" : un avenir fait de chaos, de barbarie et de guerre.

La réalité de la guerre impérialiste, qui a impliqué, même si c'est indirectement, l'ensemble du prolétariat des métropoles impérialistes, a stimulé une décantation salutaire au sein du camp politique prolétarien.

D'un côté, un groupe comme l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) en Italie, qui s'était spécialisé depuis des années dans le soutien aux "bourgeoisies opprimées", s'est rangé avec armes et bagages dans le camp de l'impérialisme irakien, montrant par là qu'il était complètement étranger et ennemi du camp politique prolétarien.

D'un autre côté, l'ensemble du milieu a su réagir au défi de la guerre, en défendant fermement les deux critères désormais essentiels pour rester solidement à l'intérieur des frontières de l'internationalisme prolétarien :

1) Non à la guerre impérialiste. Aucun soutien à un quelconque camp impérialiste en guerre, même et surtout s'il se proclame "anti-impérialiste".

2) Non au pacifisme, le capitalisme c'est la guerre ! Seule la guerre au capitalisme, seule la révolution prolétarienne, peuvent permettre un avenir sans guerre.

En défendant unanimement ces deux *places fortes* prolétaires, les groupes internationalistes ont démontré qu'ils étaient dignes des minorités révolutionnaires qui, en pleine première guerre mondiale, ont fait entendre leur voix contre le massacre impérialiste.

Il y a cependant une différence qui saute aux yeux :
- en 1916, les divergences énormes qui existaient entre les différents courants qui s'opposaient à la guerre ne les ont pas empêchés de lancer un appel unitaire au prolétariat de tous les pays, avec le fameux manifeste de Zimmerwald, qui a été un rayon de lumière pour des millions de prolétaires qui souffraient et mouraient dans les tranchées;

- aujourd'hui, les groupes internationalistes ont défendu avec les mêmes mots les critères essentiels contre la guerre, démontrant une homogénéité bien plus grande que celle qui existait à Zimmerwald, mais malgré cela, ils n'ont pas été capables de parler d'une seule voix, au moins en cette occasion, au prolétariat de tous les pays.

C'est une honte qui pèse sur l'ensemble de l'actuel mouvement communiste et qu'on ne peut absolument pas minimiser. Et qu'on ne vienne pas nous dire que "l'essentiel est qu'on a dit les mêmes choses et que cela est suffisant". Aujourd'hui, l'hypothèque que le capitalisme en décomposition fait peser sur la classe ouvrière est la perte de son unité de classe, à travers mille affrontements fratricides, des sables du Golfe aux frontières de la Yougoslavie. C'est pour cela que la défense de cette unité est une question de vie ou de mort pour notre classe. Mais quelle espérance pourrait désormais avoir le prolétariat de maintenir cette unité, si son avant-garde consciente, elle-même, renonçait à combattre pour son unification ? Qu'on ne vienne pas nous dire non plus que c'est un "embrassons-nous tous", un "escamotage opportuniste des divergences", un appel à une "unité indifférenciée au mépris des principes". Rappelons-nous que ce fut justement la participation aux discussions de Zimmerwald qui a permis aux bolcheviks de réunir la Gauche de Zimmerwald, embryon de la future Internationale Communiste et de la séparation définitive avec les sociaux-démocrates. C'est justement parce qu'il existe entre les internationalistes des divergences profondes qui les empêchent de parler toujours d'une même voix, qu'il est nécessaire que ces divergences soient ouvertement discutées entre les révolutionnaires, comme nous l'a enseigné l'exemple des discussions entre Rosa Luxemburg, Lénine et les autres camarades qui nous ont précédés. Enfin, qu'on ne vienne pas nous dire que notre appel est le "classique appel dans le vide", qu'on fait tous les ans "juste pour démontrer que nous ne sommes pas sectaires et que les autres le sont".

Quand, en 1983, nous nous retournions vers l'ensemble du mouvement prolétarien, celui-ci était en proie à une crise profonde, illustrée par l'explosion de "Programma Comunista". La transformation de son ex-section algérienne, "El Oumami", en groupe nationaliste arabe, est passée quasiment inaperçue dans le climat général d'arriération et de ferme-

ture sectaire. Notre appel à ce moment-là était une invitation à combattre les tendances alors dominantes dans le milieu.

Aujourd'hui, la situation est différente. A l'intégration définitive de l'OCI dans le camp de la bourgeoisie, a répondu le rejet explicite du soutien aux "bourgeoisies nationales opprimées" par les groupes internationalistes de tradition *bordiguiste*, rejet qui marque une clarification importante pour l'ensemble du milieu. A la place du total isolement sectaire, nous trouvons aujourd'hui dans les différents groupes une plus grande disposition à exposer leurs critiques réciproques dans la presse ou dans les réunions publiques. Il existe en plus un appel explicite des camarades de "Battaglia Comunista" à surmonter la dispersion actuelle, appel dont nous partageons en grande partie les arguments et les buts. Il existe enfin -et cela doit être encouragé au maximum- une poussée contre l'isolement sectaire, qui vient d'une nouvelle génération d'éléments que le tremblement de terre de ces deux dernières années pousse vers les positions de la gauche communiste et qui restent pantois devant l'extrême dispersion dont ils n'arrivent pas à comprendre les raisons politiques.

Nous savons bien que les difficultés sont énormes, et que, pour le moment, la disposition à la discussion -quand elle existe- est très limitée. Il y a ceux qui affirment que le débat doit se cantonner à des groupes qui ne se réclament que de la Gauche Communiste d'Italie, excluant donc le CCI. Il y a ceux qui conçoivent le débat exclusivement comme un anéantissement des autres groupes dans leur presse. Il y a ceux qui pensent que le vrai débat ne sera possible que dans une phase pré-révolutionnaire et il y a ceux qui sont disposés à discuter avec les nouveaux éléments en recherche mais pas avec les "vieux". Comme on le voit, les racines du sectarisme sont trop profondes pour qu'il soit aujourd'hui possible de faire des propositions trop ambitieuses, tant dans leur contenu (travail à la reconstruction du parti) que dans leur forme (par exemple une conférence internationale). Que faire alors pour dépasser concrètement cet état actuel de dispersion ? Il faut favoriser tout ce qui va dans le sens de la multiplication des contacts et des débats entre internationalistes (1). Il ne s'agit pas de cacher les divergences pour rendre possible un "mariage" entre groupes, mais de commencer à exposer et à discuter ouvertement des divergences qui sont à l'origine de l'existence des différents groupes.

Le point de départ, c'est de systématiser la critique réciproque des positions dans la presse. Cela peut paraître une banalité, mais il y a encore des groupes révolutionnaires qui, dans leur presse, font semblant d'être seuls au monde.

Un autre pas qui peut être fait immédiatement, c'est de systématiser la présence et l'intervention aux réunions publiques des autres groupes.

Un pas plus important est la confrontation des positions dans des réunions publiques, convoquées conjointement par plusieurs groupes, face à des événements d'une importance particulière, comme la guerre du Golfe.

Il est clair que tout cela, et en particulier ce dernier point, ne sera pas immédiatement réalisable partout et entre tous les groupes. Même si il n'y a que deux organisations qui réussissent à discuter publiquement de leurs accords et de leurs divergences, ce sera déjà un pas en avant pour le milieu politique internationaliste tout entier, et le CCI appuiera avec conviction de telles initiatives, même s'il n'est pas parmi les participants directs de cette discussion particulière.

Nos propositions peuvent paraître modestes, et en fait elles le sont. Face à des décennies de sectarisme débridé, il est déjà ambitieux de vouloir seulement contribuer à enclencher un processus de confrontation et de regroupement entre internationalistes, mais c'est le seul chemin pour que se fasse le processus de décantation politique et de démarcation programmatique qui conduira les minorités communistes à jouer pleinement leur rôle essentiel dans les batailles de classe qui se préparent.

CCI, juillet 1991

(1) Il est évident que les groupes résidus et organisations de type gauchiste (trotskistes, maoïstes, anarchistes) ne sont pas pour nous des internationalistes. Quant à la myriade de groupuscules qui gravitent en parasites autour des principaux courants du milieu prolétarien, par la dispersion militante et la confusion qu'ils alimentent, ils ne peuvent en rien contribuer dans un tel débat.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

URSS : C'est un Etat du monde capitaliste qui s'écroule

BORDEAUX :

Permanence le samedi 21 septembre à 16h au "Café des Arts", 138, cours Victor-Hugo. Au comptoir, demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).
Par ailleurs, le CCI tiendra un stand et un forum à la "fête de Lutte Ouvrière" le samedi 21 septembre après-midi et le dimanche 22 septembre.

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le vendredi 27 septembre à 21h à l'ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue du Maréchal-Joffre.

LILLE :

Permanence le samedi 14 septembre de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23 rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois à 11h, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le vendredi 27 septembre à 21h à Majo, impasse Métral, Villeurbanne, Métro République.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 14 septembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux.
Permanence le jeudi 10 octobre de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry 13001.
Vente de la presse le samedi 14 septembre de 10h30 à 11h30 au marché de la Plaine, place Jean Jaurès.

NANTES :

Réunion publique le samedi 14 septembre à 17h à la "Salle

de la Fraternité", 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredis 6 septembre et 4 octobre à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedis 21 septembre et 19 octobre de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le samedi 21 septembre à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence tous les samedis (sauf le samedi de la réunion publique) de 18h à 20h, à la même adresse.

ROUEN :

Permanence le samedi 14 septembre à 14h à la Halle aux Toiles (Rouen Centre).

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 27 septembre, à 21h. Rendez-vous place de l'Eglise de la Fourgette, Rte de Seysses Toulouse.

Permanence les vendredis 6 septembre, 20 septembre et 4 octobre à 18h30, Rendez-vous Brasserie "St Exupéry", avenue St Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 15 septembre, 22 septembre et 13 octobre de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (près de la place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS :

Permanence le samedi 21 septembre à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les vendredis 13 septembre et 11 octobre de 10h30 à 11h30 au marché Place St Paul-Sanitas.

PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)

Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de **"R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"**

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuillez expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien, etc.)

REVOLUTION INTERNATIONALE

R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
30 F + 3F pour frais d'envoi
PLATFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi.
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (octobre 1988)
10F + 6F pour frais d'envoi.
GUERRE DU GOLFE
15F + 6F pour frais d'envoi.
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
80F + 12F pour frais d'envoi
LA GAUCHE HOLLANDAISE
120F + 12F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

— L'OCCIDENT "DEMOCRATIQUE" AUX EXILES DU MONDE ENTIER : —

CREVEZ CHEZ VOUS !

■ Europe, terre d'accueil et "paradis démocratique" dont se targuaient tous les bourgeois libéraux ou socialistes : foutaises, mensonges éhontés ! Pour les quelques dizaines de milliers de réfugiés albanais qui voulaient encore y croire en essayant de débarquer ces dernières semaines dans les ports italiens de l'Adriatique, les matraques policières et les parquages musclés dans les stades des villes portuaires sont venues rappeler que le cauchemar n'a pas de frontières.

CYNISME ET BARBARIE DE LA BOURGEOISIE "DEMOCRATIQUE"

Pas plus aujourd'hui qu'hier, l'Italie "démocratique" n'est prête à être pour les Albanais ce que l'Allemagne de l'Ouest avait été pour les immigrés de l'Est. Déjà au mois de mars dernier, la dernière vague d'immigration albanaise s'était vu interdire la perspective de la "terre promise" par un Etat bourgeois italien déterminé à mettre un coup d'arrêt à ce déferlement d'exilés sur son territoire. Avec de subtils distinguos entre "réfugiés politiques" et "réfugiés économiques", la bourgeoisie italienne s'était efforcée de justifier le rapatriement de la majorité d'entre eux en Albanie.

Depuis lors, la situation d'exode s'était calmée non par une quelconque amélioration dans la crise économique en Albanie mais par une répression encore plus sauvage. Mais les illusions ont la vie dure et la moindre parcelle d'espoir est l'objectif permanent du départ : pour des centaines de milliers d'Albanais aujourd'hui, sinon pour la population toute entière, l'Occident reste la dernière planche de salut face au chaos, à la répression et à la famine. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : fuir pour survivre purement et simplement. C'est donc par milliers qu'ils ont repris d'assaut les cargos ancrés dans les ports albanais pour fuir le cauchemar, des dizaines y laissant d'ailleurs leur vie par noyade au cours de cette tentative désespérée.

Mais la réponse de la bourgeoisie italienne a été aujourd'hui à la mesure de la peur que lui inspire ce raz de marée humain, générateur d'un chaos sur son propre territoire. Pour éviter ce flot d'immigration sauvage et toutes les tentatives ultérieures de débarquements massifs, il fallait aujourd'hui que la leçon soit claire : indésirables vous êtes, indésirables vous restez, sans exception aucune. L'intransigeance devait être d'autant plus nette et spectaculaire que la télévision et la radio italiennes sont captées en Albanie et ne devaient pas entretenir la moindre illusion d'espoir pour tous les candidats potentiels à l'exode.

Quadrillage policier sur les ports, parquage systématique des réfugiés dans les stades rappelant de sordides souvenirs historiques, rapatriement immédiat de force par ponts aériens et réquisition de tous les bateaux disponibles, rien n'a été négligé pour un retour de ces parias à leur point de départ. Et pour les plus irréductibles d'entre eux, déterminés à rester par tous les moyens, la violence policière a parlé, aucune échappatoire possible. Et quand cela ne suffit pas, les autorités augmentent la pression : pour manger, il faut sortir du stade, s'approcher des points de distribution et prendre le risque d'être capturés et tabassés comme des chiens par les forces de l'ordre. Immonde. Et pour sauvegarder un brin d'"humanité" sont offerts aux partants quelques "cadeaux" prime-départ : un ou deux pantalons, cigarettes à volonté et quelques milliers de liras. L'Etat bourgeois italien n'est pas un ingrat !

Après avoir paré au plus pressé, il s'agit aujourd'hui pour la "démocratie" italienne de tenter de stopper l'hémorragie à sa source. Et c'est à la mesure de l'enjeu que 180 milliards de liras (900 millions de francs) d'aide à l'Albanie seront débloqués les trois prochains mois par la bourgeoisie italienne. Il ne fait aucun doute que ces miettes affectées à une aide alimentaire d'urgence ne règlent en rien un problème de fond que le capitalisme, en Italie ou ailleurs, a de plus en plus de mal à contenir

LA BOURGEOISIE EUROPEENNE SE PREPARE A REFOULER LES MASSES D'IMMIGRES

Aujourd'hui la bourgeoisie italienne se confronte à l'immigration albanaise comme à l'immigration yougoslave, et sa réponse est claire : crevez chez vous. Mais elle n'est pas la première bourgeoisie ni surtout la dernière à se confronter au problème et à y répondre de la sorte. De boat-people asiatiques en réfugiés éthiopiens fuyant la guerre et la famine de pays arriérés et dévastés, la bourgeoisie n'a jamais eu d'états d'âme pour laisser crever des dizaines de milliers

d'exilés, exclus de son système et dont elle n'a toujours eu que faire. Toutes ses larmes de crocodiles et campagnes "humanitaires" du passé s'arrêtaient aussi vite qu'elles avaient commencé, laissant pourrir des situations au fin fond de la planète.

Mais le niveau de décomposition de son système et le chaos qu'elle engendre ne permet plus aujourd'hui de mettre un voile sur l'"insoutenable". C'est le cœur même du capitalisme qui se décompose et multiplie les situations d'exode aux portes de l'Europe. Depuis maintenant près de deux ans, avec l'effondrement du bloc de l'Est, et aujourd'hui avec la dislocation de l'URSS, l'accélération du chaos mondial devient un cauchemar pour toutes les bourgeoisies des pays industrialisés. Après quelques mois de déclarations fracassantes et de campagnes tous azimuts sur la "liberté retrouvée" de peuples soumis aux dictatures stalinienne, d'images de liesse sur la chute du mur de Berlin, la réalité barbare de la démocratie bourgeoise a repris ses droits : dans une politique générale, délibérée de la bourgeoisie européenne face à la "gangrène" de l'immigration, les frontières doivent se fermer et les accords de Schengen sont là pour planifier cette orientation : sous le couvert d'une "libéralisation" et d'une "libre-circulation" des citoyens européens, c'est en fait, outre un renforcement policier inter-européen, la mise en place d'un verrouillage systématique des frontières tout autour de l'Europe industrialisée et particulièrement sur sa façade Est propice à tous les dérapages inéluctables. Et l'URSS déliquescence avec ses millions de candidats potentiels à l'exode est loin d'être l'Albanie. Après avoir été les alibis de la "démocratie" retrouvée, tous ceux qui fuient vers l'Europe "démocratique" ne sont plus que des crève-la-faim en puissance

qu'il est hors de question de voir passer les frontières du monde "libre". Car celui-ci n'hésitera pas à tirer à vue pour tenter de se préserver du chaos. Le message est clair : la démocratie affiche complet et la seule liberté qui subsiste est celle de crever dans son coin sans faire de vagues.

Il serait illusoire pour la classe ouvrière de croire que cette spirale barbare peut avoir une fin : le système capitaliste s'écroule sous le poids de ses contradictions et le chaos ne peut être que grandissant. Mais que la classe ouvrière ici même en Europe prenne garde : ce que la bourgeoisie fait subir à tous ces exclus, c'est ce qu'elle réserve à chacun d'entre nous : misère, famine, répression. En tentant aujourd'hui de présenter ce flot migratoire présent et à venir comme le mal absolu, elle ne cherche qu'à nous leurrer sur la faillite irrémédiable de son système dont l'immigration est une conséquence directe.

Tous les discours et campagnes crapuleuses sur la nécessité de faire front commun avec "sa propre" bourgeoisie nationale pour préserver une illusoire "stabilité démocratique" ne sont que manœuvres pour nous diviser et nous affaiblir davantage sur un terrain étranger au prolétariat : celui du nationalisme, de la xénophobie et du "chacun pour soi".

Ce terrain pourri, la bourgeoisie nous le présentera sans relâche et la classe ouvrière a tout à y perdre. L'unique alternative pour elle reste de résister bec et ongles à la misère qu'elle subit chaque jour et partout, en prenant conscience que la perspective d'une autre existence ne peut passer que par la destruction, de fond en comble, de l'Etat bourgeois, qu'il soit "totalitaire" ou "démocratique".

Stopio (29/8/91)

Le gouvernement "socialiste" renforce la chasse aux immigrés

■ Comme nous l'écrivions dans le précédent numéro de "RI", les propos de Chirac, pour le moins écoeurants, quant à l'odeur et au coût des immigrés n'avaient rien de fortuits. Il ne s'agissait pas là d'un dérapage, mais bien de la relance d'une campagne de l'ensemble de la bourgeoisie sur la question de l'immigration, campagne que les déclarations, courant juillet, de la "fracassante" Edith Cresson sont venues amplement étayer. En effet, lundi 8 juillet, le gouvernement PS, par la voix de son Premier ministre, reconnaissait que l'heure n'était plus à la demi-mesure et qu'il fallait rendre totalement effectives les procédures d'expulsion moyennant, si cela était nécessaire, l'utilisation de "charters". Vraiment, on ne peut qu'une fois de plus souligner l'inféctée duplicité des socialistes, à vous soulever le cœur ! Car souvenons-nous : n'est ce pas ces soi-disant parangons de vertu, ces prétendus modèles d'humanisme, le "cœur est à gauche" comme ils se plaisent à le rappeler, qui s'étranglaient de colère quand, en 1986, le ministre de droite Pasqua expulsait 101 Maliens ? Assurément, et personne ne l'a oublié. D'ailleurs un peu gênés, ils rétorquent, par la bouche du "sympathique" Jack Lang, la main sur le cœur, qu'au moins avec eux, les expulsions se feraient dans le cadre du respect de la personne humaine. La sinistre blague ! En réalité, au-delà de la crasse hypocrisie socialiste, il y a toutes les fractions de la bourgeoisie française, qui, du FN au PC, oeuvrent de concert pour répondre à l'afflux de populations émigrantes. Et pour cause, la situation chaotique qui prévaut de plus en plus au Maghreb et surtout à l'Est fait craindre à l'ensemble de la bourgeoisie une escalade incontrôlable à l'instar de ce qui se trame aujourd'hui en Italie avec les populations albanaise et yougoslave (voir article ci-contre). A travers tout ce battage, l'Etat capitaliste renforce une politique des plus musclées qui se traduit par :

- une augmentation sensible des reconductions aux fron-

tières pour les clandestins (le premier trimestre 1991 enregistre déjà plus d'expulsions que toute l'année 1990) ;

- une régularisation au compte-gouttes des demandeurs d'asile (seuls 20 % des 100 000 concernés pourraient en bénéficier) ;

- une délivrance plus stricte des visas ;

- un renforcement du contrôle policier à l'entrée et à l'intérieur du territoire.

Ces dispositions viennent donc consolider en France ce que l'accord de Schengen (voir "RI" n° 203) a mis en place, à savoir : un rideau de fer en Europe de l'Ouest pour refouler les masses d'affamés.

Mais qui plus est, face à une situation économique qui ne cesse de se détériorer, où les licenciés sont légions, la bourgeoisie cherche à faire payer la note de la crise en priorité aux immigrés ; par là-même, elle tente de diviser l'ensemble de la classe ouvrière. Plus que jamais, dans un contexte de marasme économique, elle vise à accréditer l'idée selon laquelle les ouvriers "nationaux" auraient quelque chose de spécifique à défendre, c'est-à-dire un emploi, un minimum de bien-être, que menaceraient ces nuées de miséreux venus d'Afrique ou d'Europe de l'Est. Rien n'est plus mensonger ! Lorsque, aujourd'hui, les patrons, l'Etat, licencient, ce n'est sûrement pas dans la perspective de préserver le travail d'ouvriers "français" et encore moins de les embaucher s'ils sont chômeurs. Empêtré dans son insurmontable crise de surproduction, le capitalisme en faillite ne peut offrir à tous les prolétaires, et ce quelle que soit leur origine, qu'un seul avenir : celui de la misère insondable dont, justement, l'état de délabrement des pays d'Afrique et de l'Est sont une tragique illustration.

Ouvriers, faisons nôtre le mot d'ordre internationaliste : "Les prolétaires n'ont pas de patrie !"

Greg

"Jusqu'à nos jours, toute société reposait sur l'opposition des classes opprimantes et des classes opprimées. Mais pour pouvoir opprimer une classe, il faut lui garantir des conditions telles qu'elle puisse au moins vivre son existence servile. C'est dans le servage même que le serf a réussi à s'élever au rang de membre de la commune, de même que le roturier est devenu bourgeois sous le joug de l'absolutisme féodal. En revanche, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, l'ouvrier moderne descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de sa propre classe. L'ouvrier devient un pauper, et le paupérisme

se développe plus vite encore que la population et la richesse. De toute évidence, la bourgeoisie est incapable de demeurer la classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi suprême, les conditions de vie de sa classe. Elle ne peut régner, car elle ne peut plus assurer l'existence de l'esclave à l'intérieur même de son esclavage (...). La société ne peut plus vivre sous la bourgeoisie ; c'est dire que l'existence de la bourgeoisie et l'existence de la société sont devenues incompatibles."

(Karl Marx : "Le Manifeste Communiste", 1848)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

● Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.